

# RÉFUGIÉS

NUMÉRO 143 • VOLUME 2 • 2006

## L'après Andijan

*La tension  
monte en Asie  
centrale*



# Le cœur tourmenté de l'Asie centrale

**L**ORSQUE LES CINQ RÉPUBLIQUES D'ASIE centrale ont émergé des cendres de l'Union soviétique en 1991, elles ont hérité de problèmes immenses qui auraient mis à l'épreuve n'importe quel peuple et gouvernement. Ces difficultés ont été d'autant plus ardues qu'elles se posaient à des pays qui n'avaient encore jamais connu l'indépendance.

Il y a dix ans, une conférence a été organisée pour discuter de certaines de ces questions et tenter de leur trouver une issue. La conférence de mai 1996 sur les

Un Etat, le Tadjikistan, n'a pas supporté ces pressions et a sombré précipitamment dans une guerre civile destructrice et brutale, qui a déplacé près de 700 000 personnes.

Une décennie plus tard, des améliorations ont vu le jour dans plusieurs Etats – notamment au Kazakhstan, dont l'économie a évolué grâce à une politique relativement libérale, à l'accès croissant à ses immenses réserves de pétrole et à leur forte appréciation.

Le Tadjikistan, bien qu'extrêmement pauvre, a aussi réalisé d'énormes progrès par rapport à l'état de dévastation qui était le sien au début des années 90. Les Tadjiks qui avaient fui leur pays du fait de la guerre civile de 1992 devraient perdre leur statut de réfugié le 30 juin prochain, suite à l'application, par l'UNHCR, de la clause dite de cessation. Cette disposition est mise en œuvre lorsque les circonstances à la suite desquelles ce statut a été accordé cessent d'exister. Son application constitue donc une indication claire qu'une amélioration significative est intervenue.

Même si le Tadjikistan poursuit sa lente évolution vers un avenir meilleur, une nouvelle ombre plane sur le cœur de l'Asie centrale. L'Ouzbékistan est le seul Etat de la région à partager une frontière avec chacun des cinq pays qui la forment. Fort de ses ressources gazières et minérales, célèbre pour ses villes légendaires telles que Boukhara et Samarcande, et en première ligne pour devenir, du fait de sa situation géographique, le centre commercial de la région, l'Ouzbékistan pourrait rivaliser avec le Kazakhstan sur le plan économique.

Malheureusement, depuis le massacre de centaines de civils dans la ville d'Andijan, à l'est du pays, le 13 mai 2005, l'Ouzbékistan s'est continuellement refermé sur lui-même, dans une apparente tentative pour remonter le temps. Au cours de ce processus, ce pays a rejeté nombre d'Etats et d'organisations œuvrant pour la promotion des droits humains et civils et pour le développement économique dans la région. Et, pour la première fois depuis l'accord de paix de 1997 négocié par les Nations Unies et la fin officielle de la guerre civile au Tadjikistan, des réfugiés venus d'un pays d'Asie centrale affluent à nouveau vers les Etats voisins. Bien que leur nombre reste pour l'instant limité, les tensions sont fortes. Les personnes qui espèrent la paix pour cette région variée, mal connue mais si belle attendent avec anxiété la suite des événements.



migrants et les réfugiés dans la CEI a mis en évidence plusieurs problèmes majeurs nés de l'implosion soudaine d'une superpuissance énorme mais, au final, plutôt éphémère.

Ces problèmes allaient de catastrophes écologiques telles que l'assèchement de la mer Aral – qui touche directement trois de ces pays – à l'héritage complexe issu de l'étrange et impitoyable politique stalinienne de déportation de millions de personnes, dont celle de huit « nations », déplacées dans leur intégralité des régions occidentales de l'URSS vers l'Asie centrale et la Sibérie.

Cette conférence a aussi montré l'étendue phénoménale des mouvements involontaires de populations au sein de la CEI. Entre 1989 et début 1996, plus de 9 millions de personnes ont ainsi été déplacées, pour la majeure partie de, vers et à l'intérieur de l'Asie centrale, avec pour toile de fond, une intense refonte économique.

**Rédacteur**

Rupert Colville

**Edition française**

Cécile Pouilly

**Ont contribué**

Cristina Bunea, Nargiza Dosmetova  
Les bureaux de l'UNHCR dans le monde

**Secrétariat de rédaction**

Manuela Raffoni

**Iconographie**

Suzy Hopper, Anne Kellner

**Design**

Vincent Winter Associés, Paris

**Production**

Françoise Jaccoud

**Distribution**

John O'Connor, Frédéric Tissot

**Gravure photos**

Aloha Scan – Genève

**Cartes géographiques**

Unité de cartographie de l'UNHCR

**Documents historiques**

Archives de l'UNHCR

**RÉFUGIÉS** est publié par le Service de l'information et des relations avec les médias du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par l'UNHCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou de reconnaissance de la part de l'UNHCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

**RÉFUGIÉS** se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les photographies avec la mention «UNHCR» peuvent être librement reproduites, à condition d'en indiquer la source (l'UNHCR et le photographe). Les photographies avec copyright © n'appartiennent pas à l'UNHCR et ne peuvent être reproduites sans l'autorisation de l'agence créditée.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Italie par AMILCARE PIZZI S.p.A., Milan.

Tirage : 153 000 exemplaires en anglais, français, espagnol et italien.

ISSN 0252-791 X

**Photo de couverture :**

Une femme se recueille sur les tombes anonymes de personnes tuées à Andijan.

© AP/M.JAPARIDZE/DP/UZB•2005

**Dos de couverture :**

Une jeune fille participe à une manifestation contre les tueries d'Andijan à Bichkek, au Kirghizistan.

© AP/D.MAKESHEVA/DP/KGZ•2005

**UNHCR**

Case postale 2500  
1211 Genève 2, Suisse  
www.unhcr.fr

# RÉFUGIÉS

N ° 1 4 3 - 2 0 0 6

**4 EN COUVERTURE**

La fusillade de centaines de personnes à Andijan, en Ouzbékistan, a mis en évidence une crise au cœur de l'Asie centrale, indique Monica Whitlock, la correspondante de la BBC.

**12 LES RAPATRIÉS TADJIKS VONT DE L'AVANT**

Onze années se sont écoulées depuis que l'UNHCR a aidé la famille Najmuddinov à rentrer d'Afghanistan. Comment s'en est-elle sortie ?

**14 MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LES RÉFUGIÉS D'ANDIJAN**

La situation tendue entourant les 439 réfugiés ouzbeks au Kirghizistan et leur évacuation en Roumanie ont été le théâtre d'une succession d'opérations et d'émotions en dents de scie.

**20 DEUX PAS EN AVANT UN PAS EN ARRIÈRE**

Les répercussions d'Andijan ont ébranlé et peut-être même affaibli les systèmes d'asile naissants d'Asie centrale.

**22 RETOUR DANS LA « PATRIE »**

Le Turkménistan et le Kirghizistan ont accordé la nationalité à des milliers de réfugiés qui avaient fui la guerre civile au Tadjikistan.

**23 LE LOURD HÉRITAGE STALINIEN**

Des milliers de Meskhètes reçoivent de l'aide aux Etats-Unis, soixante ans après leur première déportation vers l'Asie centrale.

**26 ESSAI PHOTO**

L'histoire, en images, de 20 000 réfugiés mauritaniens vivant sur la rive sénégalaise du Fleuve qui sépare les deux pays.

**31 IN MEMORIAM**



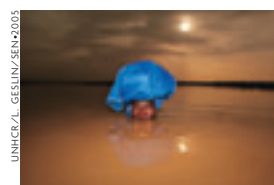
UNHCR / G. ZACCAGNINI / AGZ•2005

**4** Une manifestation pacifique dégénère en massacre et traumatise une région entière.



UNHCR / A.HOLMANN / ATG•1995

**12** Pour les réfugiés tadjiks, rentrés chez eux après avoir fui la guerre civile, l'économie prime sur l'ethnie.



UNHCR / A. GELIN / SEN•2005

**26** Dix-sept années sur l'autre rive.

# L'après



PAR MONICA WHITLOCK

*Monica Whitlock couvre l'Asie centrale pour la BBC depuis 1995. Basée à Tachkent, elle en a été la correspondante régionale de 1995 à 1998 et de 2003 à juin 2005, lorsqu'elle a reçu ordre de quitter l'Ouzbékistan. Elle est l'auteur de Beyond the Oxus; The Central Asians (John Murray, 2002). Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'UNHCR ou de la BBC.*

**L**E 13 MAI 2005 PENDANT LA NUIT, une femme au foyer ouzbèke a franchi la frontière qui la séparait du Kirghizistan, son bébé dans les bras et ses trois autres jeunes enfants agrippés à elle.

«Les soldats ont tiré sur nous à la frontière. Les femmes avaient fait des drapeaux blancs avec leurs foulards, mais ça ne les a pas empêchés de tirer. Aucun d'entre nous n'était armé.

Mon fils, qui n'avait alors que trois ans, était coincé entre deux cadavres et il pleurait : "Maman ! Maman !" mais je ne pouvais pas arriver jusqu'à lui.

«Finalement, un homme a réussi à le sortir de là – il était grand. Et, alors qu'il tenait mon enfant, il a reçu une balle en pleine tête. Il est mort sur place, en se vidant de son sang. C'est en son honneur que je vous raconte notre histoire.»

Zuhra (nom fictif) et ses enfants font partie du groupe de plus de 500 personnes qui sont parvenues à s'enfuir d'Andijan, après qu'une énorme manifestation pacifique ait tourné au massacre. Ils ont laissé derrière eux des centaines de corps sans vie gisant sur la place principale et le long de la grande avenue traversant le centre ville, abattus par les forces armées de leur propre pays sur les ordres des plus hautes autorités.

# Andijan



« Nous avons couru sans nous arrêter, dit Zuhra, J'étais pieds nus et il pleuvait. Le long du chemin, des gens ouvraient leurs portes et nous disaient "Venez vous cacher avec nous. Ils vont vous tuer." Nombreux sont ceux qui ont suivi leurs conseils. Moi, j'ai continué à courir. Je me suis dit que nous ne serions en sécurité qu'une fois sortis d'Ouzbékistan. »

Le Gouvernement ouzbek a décrit cette manifestation comme une tentative de coup d'Etat par des radicaux islamiques soutenus par des puissances étrangères et a refusé toute enquête internationale. Les journalistes qui, comme moi, avaient rapporté ces événements ont été forcés de quitter le pays, bientôt suivis par de nombreuses ONG étrangères et par l'agence des Nations Unies pour les réfugiés.

## UN MÉCONTENTEMENT GRANDISSANT

L'HISTOIRE D'ANDIJAN A DÉBUTÉ par une petite manifestation à l'extérieur du tribunal de la ville, quelque 100 jours avant la fusillade. C'était le milieu de l'hiver et une poignée de familles étaient venues soutenir 23 hommes d'affaires locaux – leurs proches – traduits en justice après avoir été accusés de comploter une révolution islamique, une charge fortement contestée par de nombreuses personnes à Andijan. « Mon fils tenait un café, nous avait dit une femme. Un jour, il est parti travailler et n'est jamais rentré. Plus tard, nous avons entendu dire qu'il avait été arrêté. Ils ont dit que c'était un extrémiste ! Mais c'est une personne comme les autres. »

**La tension est montée à Andijan après le massacre de centaines de personnes le 13 mai 2005.**

# La guerre civile au Tadjikistan reste le témoignage le plus sanglant de ce qu'il peut advenir lorsque les choses tournent mal en Asie centrale.

Depuis la naissance de l'Ouzbékistan, suite à l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, beaucoup de procès de ce genre ont eu lieu. Les autorités ont, à de multiples reprises, brandi le spectre de l'islamisme radical pour justifier les centaines, peut-être même les milliers d'arrestations qui ont été opérées, en particulier depuis l'avènement des Taliban de l'autre côté de la frontière en Afghanistan, au milieu des années 90.

A Andijan, ces 23 jeunes gens géraient avec succès diverses affaires – un café, une usine de meubles, une confectionnerie – produisant des biens qui étaient, d'après les habitants de la région, de meilleure qualité que ceux fabriqués par l'Etat. Ils étaient populaires au sein de leur communauté et connus pour être autonomes et indépendants. Mécontents des jardins d'enfants gérés par l'Etat à Andijan, ils avaient, par exemple, mis en place leur propre école maternelle et fourni d'autres services sociaux à la ville.

Ce n'est pas leur arrestation qui est surprenante, mais la réaction qu'elle a suscitée. Ces 23 personnes ayant de l'argent et assez d'assurance pour entreprendre une telle démarche, leurs familles ont engagé des avocats qui se sont battus pour défendre leurs clients. Plus inhabituelle encore est la détermination paisible dont ont fait preuve les manifestants qui ont commencé à venir chaque jour – des parents âgés, des épouses, des jeunes enfants attendant calmement, debout, malgré le froid, et dont le nombre n'a cessé d'augmenter jusqu'à l'arrivée du printemps.

A l'époque, l'un des organisateurs, Bahram Shakirov, m'avait invitée chez lui. Cet homme d'âge moyen, père et grand-père, avait été le gérant d'une entreprise de confiserie qui obtenait de bons résultats, du moins avant sa fermeture. Deux de ses fils figuraient parmi les 23 inculpés.

Assis dans son jardin, nous avons mangé du riz, de la viande et des fraises précoces tandis qu'il faisait le récit des années qu'il avait lui-même passées en prison, après avoir été condamné pour extrémisme islamique. Il m'avait raconté comment les passages à tabac avaient laissé ses jambes dans un état constant d'engourdissement.

«Les gens sont las de la situation qui existe ici, disait-il. Ils en ont assez et ils manifestent pour le dire.»

Andijan n'était pas un cas isolé. Dans d'autres parties de l'Ouzbékistan, au cours de l'hiver 2004-2005, le sentiment d'exaspération s'était développé, lié au chômage, à la pauvreté et à un système judiciaire qui ne servait pas les intérêts des citoyens ordinaires.

Les protestations se sont multipliées dans le centre de l'Ouzbékistan, une région où le gouvernement local avait confisqué les terres d'agriculteurs prospères. Des émeutes ont également eu lieu lorsqu'une taxe supplémentaire a été imposée aux vendeurs des bazars et a diminué leurs revenus. Les autorités ont réagi rapidement pour mettre un terme à ces manifestations, y compris celle qui s'est déroulée en mai dans la capitale, Tachkent.

## MANIFESTATION SILENCIEUSE QUOTIDIENNE

PLUS LOIN À L'EST, À ANDIJAN, LA MANIFESTATION était encore passée inaperçue malgré son importance croissante. Le 10 mai, 3 000 personnes prirent place devant le tribunal, s'alignant le long de la rue principale pour former la plus grande manifestation qu'ait jamais connue l'Ouzbékistan.

Les organisateurs avaient été assez prudents pour ne fournir aux autorités aucun prétexte pour la disperser. Personne ne criait ; aucun drapeau n'était déployé ; nul ne dérangeait la circulation. Un centre de lavage pour voiture, situé de l'autre côté du palais de justice, continuait à fonctionner normalement, les manifestants ayant établi un corridor pour permettre les entrées et les sorties. Chacun avait revêtu ses plus beaux vêtements. Les enfants, en uniforme scolaire, avaient rejoint le mouvement après l'école. Les femmes servaient à manger, faisant circuler des bols de nourriture afin d'éviter que la file ne s'interrompe. Les hommes évitaient même de fumer.

Chaque soir, tout le monde rentrait à la maison, nettoyant la rue avant de partir. Et chaque matin, ils étaient de retour devant le tribunal. La manifestation s'était peu à peu transformée en une protestation collective très disciplinée, menée par des gens déterminés qui avaient cessé d'avoir peur.

«Comment pouvez-vous être aussi courageuse ?», avais-je demandé à l'une de ces femmes.

«Mon fils est en prison, avait-elle répondu. Ils ont mis un sac en plastique sur sa tête pour l'em-

Plusieurs centaines de manifestants joyeusement réunis sur la place Babur à Andijan. Quelques heures plus tard, beaucoup des personnes prises en photo mouraient ou s'enfuyaient au Kirghizistan.



# ÉRUPTIONS MAJEURES DE VIOLENCE EN ASIE CENTRALE DE 1989 À 2005



pêcher de respirer. Quand ce genre de choses arrive à vos enfants, vous n'avez plus peur.»

## LE MASSACRE

C'EST LE 12 MAI À MINUIT QUE LA SITUATION A basculé à Andijan. Un groupe de manifestants aurait saccagé une caserne, pris l'armurerie et enfoncé la porte de la prison de la ville, libérant les détenus. Un groupe armé s'est précipité vers la place centrale et a pris possession du bureau du maire, faisant prisonnières les personnes présentes à l'intérieur du bâtiment. Jusque-là, cela ressemblait à un raid mené par des extrémistes. Mais une chose extraordinaire se produisit. Des milliers de citoyens ordinaires, non armés, envahirent la place centrale – la foule des manifestants de la première heure, leurs voisins, leurs amis et d'autres habitants de la ville. Des orateurs montèrent sur le monument de Bâbur (le fondateur de l'empire moghol et le plus célèbre fils d'Andijan) pour évoquer la pauvreté, le chômage, l'injustice et tous les autres maux dont ils souffraient en silence depuis si longtemps.

Des commerçants du bazar voisin vinrent voir ce qui se passait et restèrent. Des femmes habillèrent leurs enfants et les emmenèrent sur la place pour passer la journée dehors, pique-niquant sur des couvertures. A la mi-journée, ils étaient peut-être 10 000 à occuper la place.

Au cœur de cette foule, la BBC s'est entretenue avec un homme, Housan, en début d'après-midi. «Ici, il n'y a que des gens ordinaires, disait-il. Nous manifestons pacifiquement. Mais, juste à l'instant, un véhicule trans-

portant des troupes est arrivé et a tiré sur nous. Des soldats sont en train de se regrouper. Je peux les voir, au stade et au magasin de jouets. Des rumeurs circulent. On dit qu'ils vont tirer massivement sur nous ce soir. Mais nous pensons que si nous restons, ils n'oseront pas !»

Vers 18 heures, ses propos recevaient un démenti cinglant. La BBC parvint à parler avec un certain Sharif sur son téléphone portable. «Ils sont en train de tirer, avait-il expliqué. Ils tirent sur les gens. Ils se déplacent à bord de véhicules blindés. Mais les gens tiennent ; ils ne s'enfuient pas. Ça tire de tous les côtés.»

Une heure plus tard, un groupe de 3 000 manifestants essayait de sortir de la place. Ils marchèrent le long d'une grande avenue, tenant les fonctionnaires pris en otage devant eux, mettant les soldats au défi de tirer sur leur propre peuple. Cet épisode dramatique allait constituer un problème important pour certains des réfugiés au Kirghizistan, lors des semaines et des mois qui allaient suivre (voir l'article en page 14).

Les troupes les percutèrent de plein fouet. Sharif a quand même réussi à placer son téléphone portable en hauteur pour que la BBC puisse enregistrer la fusillade. Elle a duré plus d'une heure, puis il est mort.

## LE LENDEMAIN MATIN

DÈS LES PREMIÈRES HEURES DU SAMEDI, LA PLU-part des corps ont été chargés et emportés à bord de bus et camions. Des foules de personnes erraient dans les rues, cherchant désespérément leurs proches disparus, ne

1. Violences intercommunautaires, Ferghana, 1989
2. Violences intercommunautaires, Och, 1990
3. Guerre civile, Tadjikistan, 1992-1997
4. Incursions armées, région de Batken, 1999-2000
5. Répression d'une manifestation populaire, Andijan, 2005

# « Comment pouvez-vous être aussi courageuse ? »





**Une femme agrippée à sa petite fille** pleure son mari, mort deux jours auparavant lors du massacre d'Andijan.

sachant pas s'ils avaient été arrêtés, s'ils étaient en fuite ou morts.

« Mon fils était boulanger, nous a raconté une femme. Il est allé voir la manifestation par curiosité. Il n'est jamais revenu. Nous avons retrouvé son corps sur le pavé le jour suivant, couvert de sang et mouillé par la pluie. C'est moi qui ai ramené sa dépouille à la maison. » Elle m'a montré les habits de son fils décédé, transpercés par plus de vingt impacts de balles.

Les habitants ont enterré certaines dépouilles qui n'avaient pas été réclamées dans des parterres muni-

cipaux. Ils ont emporté des seaux et des balais ; ils ont nettoyé les rues du sang et des débris de corps.

#### **L'IMPORTANCE DE L'OUBÉKISTAN**

ANDIJAN A PRÉCIPITÉ LA SURVENUE D'UNE CRISE au cœur de l'Asie centrale. Ces événements pourraient aussi être le prélude de conflits futurs, plus terribles encore, si les conditions ayant permis l'émergence de cette crise perdurent. Sur le plan politique, l'Ouzbékistan est, à maints égards, le pays le plus important de la région. Il dispose de la plus grande population – dépassant les

**Les habitants ont enterré certaines dépouilles qui n'avaient pas été à l'aide de SEAUX et de balais, ils ont nettoyé les rues du**



PHOTO: J. ZHURAV / GYF / A. 2003

25 millions d'habitants – et d'une situation géographique clef vis-à-vis des autres Etats d'Asie centrale. Ce pays contrôle les principales routes commerciales, en particulier vers le Tadjikistan et le Kirghizistan, deux Etats peu stables du fait de la pauvreté, du chômage et du fort taux de criminalité. Le Turkménistan souffre, par ailleurs, de tensions avec son grand voisin. Le Kazakhstan n'est pas non plus à l'abri, même si sa large dimension, son économie en développement et ses frontières terrestres avec la Russie et la Chine le placent un peu à part en Asie centrale.

De plus, l'Ouzbékistan partage une frontière sensible avec l'Afghanistan. Encore instables après plus de deux décennies de guerre, les provinces du nord de l'Afghanistan ont grandement besoin d'un voisin sûr et solide avec lequel commercer. Si l'Ouzbékistan se déstabilise davantage, une vaste région en subira le contrecoup.

### LA VALLÉE FERGHANA

SI DES TROUBLES POLITIQUES SURVIENNENT, la zone la plus vulnérable pourrait bien être la vallée de Ferghana – une large bande de terre fertile où se rejoignent l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan. Cette vallée, densément peuplée selon les standards d'Asie centrale, abrite environ huit millions de personnes qui vivent du travail de la terre dans des villes commerciales essaimées le long de la vallée, d'Andijan à l'est, jusqu'à Kokand à l'ouest. Les informations et les opinions circulent rapidement le long de cet axe, surtout en comparaison avec d'autres parties de l'Asie centrale, où les populations sont isolées les unes des autres par des montagnes ou des déserts. Dans les temps anciens, les villes de Ferghana étaient presque des cités-Etats autonomes et la tradition de liberté d'opinion y reste bien ancrée.

La vallée est un patchwork de groupes ethniques vivant généralement en harmonie. Elle a aussi souvent été utilisée comme corridor par des groupes armés. Dans les années 30, les partisans anti-soviétiques, les « Bas-machi », ont mené une longue guérilla dans les montagnes voisines. Plus récemment, cette route a été empruntée par les trafiquants de drogue pour acheminer l'opium des champs de pavot afghans aux marchés moscovites.

Ferghana a déjà connu des troubles. En juin 1989 – avant que les Etats d'Asie centrale ne deviennent indépendants – les troupes soviétiques ont dû évacuer 74 000 Meskhètes (un groupe déporté de force de Géorgie en

1944) de la partie ouzbèke de Ferghana, après dix jours de batailles de rue et une centaine de morts.

Une année plus tard, des différends portant sur les terres et l'eau dégénéraient en combats entre Kirghizes et Ouzbeks à Och, du côté kirghize de la frontière, causant sans doute la mort de plusieurs centaines de personnes.

Au cours des étés 1999 et 2000, des militants ouzbeks réclamant un Etat islamique ont lancé des incursions dans Batken, sur les collines longeant le côté kirghize de la vallée de Ferghana. Pour la plupart originaires de Ferghana, ils avaient fui les campagnes menées par le Gouvernement ouzbek contre les partisans du renouveau islamique quelques années auparavant. Ils étaient partis en Afghanistan se battre aux côtés des Taliban pour devenir finalement une force de *jihād*, à la fois entraînée et radicalisée. Ils seraient aujourd'hui bloqués dans la zone tribale pakistanaise de Waziristan. En mai dernier, un groupe d'hommes armés est à nouveau parvenu à franchir la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizistan à Batken.

### PAIX ET GUERRE AU TADJIKISTAN

LA GUERRE CIVILE AU TADJIKISTAN RESTE toute fois le témoignage le plus sanglant de ce qu'il peut advenir lorsque les choses tournent mal en Asie centrale. Au moins 20 000 personnes sont mortes lors du conflit bref mais virulent de 1992-1993 et beaucoup d'autres encore pendant la guérilla qui s'est poursuivie jusqu'en 1997. Ce conflit civil, qui est l'un des plus meurtriers survenus dans un Etat de l'ancien bloc soviétique, a jeté une ombre sur la région qui pèse aujourd'hui encore.

Cette guerre a débuté quand l'URSS s'est effondrée et que l'indépendance est arrivée « comme une météorite », selon les termes employés par le Président du Tadjikistan. Ce pays si coloré et vivant a vu fleurir une multitude de partis d'opposition, un mouvement de renouveau islamique puissant, des manifestations massives et des demandes de changement. Nés et façonnés à une autre époque, les responsables politiques n'ont pas su guider leur tout nouveau pays. Le terrain politique s'est ouvert et ils s'y sont perdus.

**Ces réfugiés font partie des 60 000 Tadjiks qui ont traversé la rivière Amou vers l'Afghanistan en 1992-1993. Quelque 600 000 autres ont été déplacés à l'intérieur du Tadjikistan.**

UNICEF/A. JAMA / C.S. / AFG-1992



**réclamées et,  
sang et des débris de corps.**



**Des milliers de maisons** et parfois des villages entiers ont été pillés et détruits pendant la guerre civile tadjike. Leur reconstruction a été une partie importante du programme de rapatriement et a joué un rôle de catalyseur dans le processus de paix.

Au début de l'été 1992, des personnes de tout le sud du Tadjikistan se sont armées pour se défendre, terrorisées par l'effondrement central. Des milices locales ont été formées. N'ayant confiance en personne, les habitants ont barricadé leurs villes et leurs villages avec des blocs de ciments et des vieux lits. Beaucoup ont traversé la frontière avec l'Afghanistan pour acheter des fusils bon marché. Cette mosaïque complexe de peuples a commencé à se défaire, village contre village, Ouzbeks locaux contre Tadjiks locaux, partisans de l'ancien régime contre Parti de Renaissance Islamique. Plusieurs Etats voisins et puissances régionales ont pris une part active dans ce démantèlement en soutenant diverses factions, rendant explosive une situation déjà dangereuse.

La guerre a ravagé le sud du Tadjikistan pendant l'automne 1992. Les milices ont pillé et brûlé les terres agricoles sur leur passage, chassant de chez elles des milliers de familles. Ceux qui le pouvaient se sont enfuis dans la capitale Douchanbé ou dans les montagnes. D'autres se sont réfugiés chez des proches en Ouzbékistan, en Kirghizistan et au Turkménistan – beaucoup d'entre eux s'y trouvent encore aujourd'hui. Mais des milliers d'autres personnes se sont retrouvées bloquées dans la partie méridionale, n'ayant nulle part où aller hormis la rivière Amou – jadis connue comme l'Oxus – qui marque la frontière avec l'Afghanistan.

En décembre 1992, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tadjiks campaient le long de la

rivière, luttant contre le froid hivernal. Lorsque des hommes armés se sont approchés, ils ont sauté dans l'Amou. Sur des planches assemblées à des vieux pneus ou à des portes de tracteurs, ils ont payé désespérément pour atteindre l'Afghanistan – un pays qui n'incarne pourtant pas, à priori, l'idée d'un refuge sûr. Lors de cette traversée, plusieurs d'entre eux, y compris des enfants, ont essuyé des tirs depuis l'autre rive.

Dans les montagnes, la guerre a continué et les forces du nouveau gouvernement ont bombardé des villes et des villages soupçonnés de soutenir la guérilla d'opposition qui opérait depuis l'Afghanistan. Là-bas, ces hommes avaient trouvé une affinité naturelle avec les moudjahidin d'Ahmed Shah Massoud, le fameux commandant afghan qui œuvra tant pour la chute du Gouvernement prosoviétique établi à Kaboul. L'opposition poursuivit son combat contre le gouvernement pendant quatre ans. Quand un accord de paix négocié par les Nations Unies fut finalement signé en 1997, le compromis atteint lui permit d'obtenir une partie du pouvoir. Le Tadjikistan devint ainsi le premier pays d'Asie centrale à disposer d'un système politique pluraliste et légal.

Etant donné le bain de sang et les atrocités qui ont eu lieu, la réconciliation relativement rapide qui a vu le jour en Tadjikistan en dit long sur ce pays et sur les audacieuses initiatives politiques, humanitaires et de maintien de la paix qui ont été entreprises, principalement par les Nations Unies.

# Si des troubles politiques surviennent, la zone la plus vulnérable pourrait bien être la Vallée de Ferghana.

Sur une population de 5,5 millions de personnes, plus de 600 000 avaient fui leurs maisons au cours des premiers mois de guerre selon l'UNHCR – soit plus d'un citoyen sur dix. Pourtant, à la fin de 1995, près de 43 000 réfugiés tadjiks étaient déjà rentrés d'Afghanistan et 600 000 personnes qui avaient été déplacées à l'intérieur du pays avaient regagné leur foyer.

De nombreux villages – parfois entièrement rasés – ont été reconstruits et des milliers de biens qui avaient été occupés rendus à leurs propriétaires. A la fin de 1997, presque tous étaient rentrés dans leurs foyers, la quasi-totalité des maisons endommagées avait été réparée et la communauté hétérogène du Tadjikistan vivait en paix. Le pays est aujourd'hui confronté à d'autres défis. Un nouveau flux migratoire massif se dessine, des milliers de Tadjiks quittant le pays pour travailler comme ouvriers agricoles dans les anciens pays soviétiques, notamment en Russie.

## KALÉIDOSCOPE ETHNIQUE

LA DERNIÈRE CHOSE DONT A BESOIN L'ASIE centrale est un autre conflit violent, tout particulièrement en Ouzbékistan, en son cœur même.

Peut-être encore davantage que le Tadjikistan, ce pays est un kaléidoscope ethnique qui regroupe de nombreux types d'Ouzbeks et de larges populations tadjikes près de Boukhara, Samarcande et Navoi. Il comprend aussi des communautés kirghize, turkmène et arabe ainsi qu'une population russe, principalement à Tachkent. Beaucoup de ces communautés vivent sans aucun lien entre elles, ce qui facilite la propagation de rumeurs et de la peur nourrie par l'ignorance. Le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Turkménistan sont aussi des pays d'une grande complexité, caractérisés par des allégeances et des divisions régionales difficiles à appréhender de l'extérieur.

Alors que l'Asie centrale entre dans une période critique, les courants internationaux qui l'entourent évoluent eux aussi. Peu de temps après l'accès à l'indépendance, le Gouvernement ouzbek a orienté une partie de sa politique étrangère vers les Etats-Unis, pour faire

contrepoids à l'ancien pouvoir colonial, la Fédération de Russie. Après le 11 septembre 2001, le Président Karimov a mis à la disposition des Américains une base aérienne à Khanabad, près de la frontière afghane, et – ironie de l'histoire – la rampe utilisée dans les années 80 par les Soviétiques pour lancer leurs frappes aériennes.

Les Américains ont utilisé Khanabad comme un tremplin pour leurs opérations en Afghanistan et, plus tard, comme une gigantesque base de ravitaillement pour leurs troupes basées là-bas. La relation américano-ouzbèke a parfois été tendue, principalement pour des raisons de droits civils, mais est demeurée l'élément dominant de la politique étrangère ouzbèke.

Toutefois, un changement radical est intervenu après Andijan. Suite à la fusillade, le département d'Etat américain a exprimé ses préoccupations et réclamé une enquête internationale. Peu après, le Gouvernement ouzbek a ordonné la fermeture de Khanabad. Un groupe de sénateurs américains en visite deux semaines après les incidents a eu des problèmes pour obtenir des visas et aucun représentant officiel n'a accepté de les rencontrer. Ils ont dû tenir leur conférence de presse dans le sous-sol de l'ambassade américaine. Quelques semaines auparavant, ils auraient sans doute été accueillis comme des dignitaires de haut rang dans la salle de bal étincelante de l'un des hôtels chics de Tachkent.

En quête de soutien, l'Ouzbékistan s'est tourné vers les deux superpuissances régionales, la Chine et la Russie. Karimov s'est rendu à Pékin dix jours seulement après les événements d'Andijan pour signer un accord pétrolier de 600 millions de dollars et a rencontré, une semaine plus tard, le Président Poutine à Moscou.

## UN AVENIR INCERTAIN

UN AN APRÈS LA FUSILLADE d'Andijan, peu de changements sont intervenus en Ouzbékistan. Les gens restent frustrés et désespérément inquiets du fait de la pauvreté et du chômage. Ce n'est sans doute qu'une question de temps avant que de nouveaux manifestants n'osent s'emparer de la rue, pleinement conscients de ce qui s'est passé à Andijan. Avec tant de sang versé et si peu de réformes pacifiques en perspective, le futur de l'Ouzbékistan semble frappé d'incertitudes. Toute la région l'observe avec méfiance. ■

**Des fleurs près d'une flaque de sang, dans le centre d'Andijan, quatre jours après la tuerie.**



© REUTERS/S. ZHIMATOV/UZB/2005

# Les rapatriés tadjiks



UNHCR/A. HOLLMANN/CS/TJK\*1995

**Mai 1995:** une équipe de télévision de l'UNHCR interroge la famille Najmuddinov près de la rive afghane de la rivière Amou, peu avant qu'elle ne regagne son foyer.

PAR VIVIAN TAN

**L** Y ONZE ANS, SHARIF NAJMUDDINOV, sa femme Sadafmoh et leurs trois jeunes enfants sont rentrés d'Afghanistan, avec l'immense espoir de reprendre le cours de leur vie dans leur pays, le Tadjikistan. Bien que leur maison à Leningrad, dans la région de Kolkhozabad, ait été entièrement pillée, ils sont parvenus à la rénover, au prix d'un dur et long labeur. Aujourd'hui, leur village est à nouveau vidé de la moitié de ses habitants. La plupart des hommes sont partis, cette fois pour un motif tout autre que la guerre : travailler.

« Ici, il n'y a plus que des femmes, des enfants et des personnes âgées », nous raconte Fakhriddin, le frère de Sharif et l'un des rares hommes présents à Leningrad. « Tous les hommes aptes à le faire sont partis chercher du travail en Russie. Ils s'y rendent au prin-



UNHCR/V. TAN/DP/TJK\*2006



UNHCR/V. TAN/DP/TJK\*2006

temps et reviennent à l'automne.»

On semble bien loin du retour joyeux de 1995, lorsqu'une équipe de télévision de l'UNHCR avait filmé les Najmuddinov qui revenaient chez eux après avoir traversé la rivière Pyanj, au terme de trois pénibles années dans le nord de l'Afghanistan.

La fille de Sharif, qui était alors une enfant timide de cinq ans, est devenue une adoles-

(en haut à gauche) **Onze ans plus tard**, en mai 2006, la fille des Najmuddinov regarde les photos du voyage effectué par sa famille pour son retour d'exil.

(à gauche) **Sadafmoh Najmuddinov** montre la photo de son mari Sharif le jour de leur retour au village, en juin 1995. Il est parti travailler en Russie avec leurs deux fils.

cente sûre d'elle-même. Ses garçons, aujourd'hui âgés de 17 et 19 ans, sont partis avec lui à Novosibirsk, en Sibérie, pour vendre des chaussures et décharger des marchandises sur le marché.

Pour cette famille, la vie est un combat de chaque jour. Les femmes récoltent le coton qu'elles vendent aux autorités pour une somme dérisoire et attendent que les hommes leur envoient de l'argent depuis la Fédération de Russie. Pourtant, dans l'ensemble, les choses sont presque rentrées dans l'ordre au village. « Certaines personnes sont même dans une situation meilleure qu'avant la guerre. Quelques familles sont rentrées de Russie et ont construit des maisons à deux étages », raconte Fakhriddin.

Restaurer les maisons et la confiance entre communautés divisées a nécessité du temps et de l'aide. L'UNHCR a fourni des matériaux pour reconstruire près de 20 000 maisons, dont celles du village de Socialism, dans la région de Kabodian. « Nous sommes repartis de zéro », explique un rapatrié du village, Amriddin Hamidov. « Il nous a fallu deux à trois mois pour rebâtir chaque maison, et deux à trois ans pour nous sentir à nouveau en sécurité. »

Les relations avec leurs voisins se sont améliorées — « nous participons aux fêtes des uns et des autres » — mais les données de base restent inchangées : « Des Tadjiks n'épouseront jamais des Ouzbeks », dit-il, répétant les propos recueillis, en 1994, par le magazine RÉFUGIÉS (numéro 98) auprès d'un autre habitant, Zo'er Uloyev. Depuis, Zo'er est, lui aussi, parti en Fédération de Russie en quête de travail. A Socialism, de nos jours, le problème essentiel n'est pas l'ethnie mais l'économie : « Il nous faudra encore 15 années avant de mener à nouveau une vie normale. Cer-

# vont de l'avant

taines familles ne possèdent même pas un animal», dit Hamidov.

Voici justement un problème auquel Imkoniyat, le fonds de microcrédit soutenu par l'UNHCR, tente d'apporter une solution. Quelque 90 000 dollars ont été investis pour aider des centaines de personnes rapatriées dans le sud à devenir autosuffisantes. Les remboursements atteignent le taux impressionnant de 98 pour cent.

La rangée de dents en or de Faiziddin, 70 ans, est là pour témoigner du succès du projet. Quand il est rentré à Fidokor, son village dans le secteur de Vaksh en 1997, seuls les quatre murs de sa maison tenaient encore debout. Les prêts l'ont aidé à prendre

un nouveau départ.

Cette année, il a produit sept tonnes de blé, huit tonnes de maïs et 4 000 balles de foin. Il a aussi loué des terres pour cultiver du coton et des pommes de terre qu'il vend à Kurgan Tyube et à

Douchanbé.

«Avec cet argent, j'ai pu payer les mariages de mes fils, acheter des terres et leur construire des maisons», raconte Faiziddin, qui est père de 11 enfants et 34 fois grand-père. «J'ai aussi acheté trois vaches et un minibus que je conduis pour gagner plus.»

Certains ont fait encore mieux. Rahmatullah est rentré du nord de l'Afghanistan dans son village de Rohi Nav en 1994. Avec

un modeste prêt de 100 somanis (33 dollars), il a construit un abri pour faire pousser des citrons, puis s'est lancé dans la pomme de terre, la tomate et le tournesol. Il écoule l'ensemble de sa production dans sa boutique.

«Avant, je n'avais rien. Maintenant je possède une maison, une voiture et deux vaches», dit-il, s'estimant désormais assez solide pour ne plus prendre de crédit. «Je n'irai pas en Russie comme les autres. Je vais rester ici et me consacrer à mes activités agricoles.»

Peu importent les difficultés de la vie au Tadjikistan, estime Fakhriddin à Leningrad, «nous ne regrettons pas d'être rentrés. C'est notre patrie. Nous n'espérons rien – pas même de pouvoir y revenir un jour. En partant de là, tout ce qui nous arrive est une bonne surprise.» ■

(Arrière-plan) Les Najmuddinov et leur fille de 5 ans admirent un paysage qui leur est familier. Ils approchent de leur village, où les attendent des proches et des amis enchantés par leur retour.

Sadafmoh Najmuddinov (au centre) et ses trois enfants dégustent leur premier repas en terre tadjike après leur retour en 1995.



# Mobilisation générale pour



© REUTERS / V. PRIGOV / DP / KZ / 2005

**Les réfugiés ouzbeks se lavent dans une rigole du site de Barash, au Kirghizistan, à quelque 100 mètres de la frontière.**

PAR RUPERT COLVILLE

**D**ANS LES PREMIÈRES HEURES DU 14 MAI 2005, les réfugiés d'Andijan trébuchaient sur le pont qui surplombe la rivière marquant la frontière avec le Kirghizistan. Épuisés par une longue journée de marche sous la pluie, trempés, apeurés, affamés et surtout abasourdis par les violences dont ils venaient d'être témoins à Andijan.

Ils ne le savaient pas encore mais, à partir du moment où ils allaient entrer au Kirghizistan sous l'oeil bienveillant des gardes-frontière, leur sort allait être l'objet d'une lutte politique internationale acharnée impliquant des États, des présidents, des premiers ministres, des procureurs, des agences de renseignements et des entités telles que l'UE et l'OSCE ainsi que des organisations des droits de l'homme et des réfugiés.

Jusqu'à leur transfert spectaculaire du Kirghizistan à la Roumanie le 29 juillet à l'aube, soixante-seize jours plus tard, les tensions liées à ce groupe furent intenses et continues.

A leur réveil, le jour précédent, sous le soleil d'Andijan, il ne leur serait jamais venu à l'esprit qu'une année plus tard, 80 d'entre eux auraient déjà passé dix mois dans un centre pour réfugiés en Roumanie – un pays dont certains n'avaient même jamais entendu parler – et 360 autres auraient débuté une nouvelle vie dans des environnements aussi étranges et lointains que l'Australie, la Finlande et les États-Unis.

Le récit des événements qui les ont conduits dans ces vastes pays est celui d'une succession d'émotions en dents de scie, allant du chagrin suscitée par la perte des proches morts ou disparus, aux paniques répétées causées par la crainte d'une expulsion imminente vers l'Ouzbékistan, en passant par la douleur incessante de la séparation.

Parmi ces réfugiés, beaucoup de femmes et d'hommes ont été séparés de leurs enfants, pour certains encore bébés ou en bas âge, et de leurs conjoints. Cette séparation, disent-ils, est ce qui est le plus dur à supporter. Sur les 439 personnes évacuées vers

la Roumanie en juillet 2005, on ne comptait que 12 couples et 23 enfants.

« Tout au long de ce voyage, nous avons appris la force de l'absence et la limite du supportable », indiquait Timur (nom fictif), un constructeur, père de trois enfants qui vivent toujours à Andijan. Il parlait juste après le premier anniversaire du massacre. « Plus le temps passe, plus ce sentiment devient fort et profond. L'absence de la famille, des proches, des amis, des enfants, de la maison. »

# les réfugiés d'Andijan

## BLOQUÉS À LA FRONTIÈRE

LE CHEF DE MISSION DE L'UNHCR AU KIRGHIZISTAN, Carlos Zaccagnini, a été appelé par le bureau de la sécurité nationale dans la capitale Bichkek le 14 mai et informé de l'arrivée, quelques heures auparavant, de ce groupe traumatisé et en piteux état.

Le matin suivant, il a pris la tête d'une équipe de l'UNHCR en direction du campement de Barash, à proximité de la frontière, où les militaires kirghizes avaient établi dix grandes tentes pour abriter les réfugiés. Le soir même, l'UNHCR apportait du ravitaillement, des plats cuisinés et du pain aux réfugiés et, le jour suivant, l'ONG internationale ACTED prenait en charge la gestion du site, l'UNHCR s'occupant des questions de protection et de la dimension politique de la situation.

« Nous avons dit aux autorités : "Ils ne peuvent pas rester près de la frontière." Une âpre bataille a alors débuté, qui devait durer trois semaines », raconte Carlos Zaccagnini. Il a entamé une longue négociation pour que le groupe soit transféré plus à l'intérieur des terres, processus heureusement facilité par la présence de nombreux

ambassadeurs à Bichkek. Le 19 mai, Carlos Zaccagnini et le coordinateur résident des Nations Unies eurent une réunion fructueuse avec le Président par intérim Kurmanbek Bakiev.

## CHANTAGE ÉMOTIONNEL

PLUSIEURS SITES ONT ÉTÉ PASSÉS EN REVUE MAIS ont dû être abandonnés en raison de l'opposition des habitants. Finalement, le 4 juin, les réfugiés ont pu s'installer à Sasyk, quelque 20 kilomètres à l'est de la frontière. Pendant un court moment, ils ont pensé que le pire était passé. Mais la situation idyllique du camp – une petite vallée entourée de collines vertes caractéristiques de cette région du Kirghizistan – s'est vite révélée décevante.

La frontière entre le Kirghizistan et l'Ouzbékistan peut être étrangement poreuse parfois, même en temps de crise. C'est ainsi que les familles des réfugiés, chapeautées par des fonctionnaires ouzbeks, ont commencé à s'inviter de plus en plus souvent, une pratique débutée avant même le transfert vers le nouveau site.

**Le camp de Sasyk** est devenu la deuxième maison des réfugiés pendant huit semaines très tendues, avant leur évacuation dramatique vers la Roumanie le 19 juillet 2005.



© REUTERS/S. ZHUMATOV/DP/AGF/2005



# Ce récit est celui d'une **SUCCESSION** d'émotions en dents de scie allant du **chagrin** aux **paniques** répétées par peur d'être **expulsé**, en passant par la **douleur** incessante de la séparation.

**Le groupe de 439 réfugiés** débarque à Timisoara, en Roumanie, à bord d'un Boeing 747 spécialement affrété. Ils viennent de quitter le Kirghizistan.



«Ils ont essayé de me convaincre de rentrer, a raconté une femme interrogée. Ils me traînaient dehors. J'ai compris qu'il leur était arrivé quelque chose de grave parce qu'ils ne se comportaient pas comme d'habitude. Ma mère tenait mon bébé et refusait de me le donner. Elle m'a dit de sortir du camp et que seulement après elle me laisserait tenir mon enfant.»

Presque tous les réfugiés ont évoqué ces terribles moments – qui se sont répétés presque chaque jour pendant des semaines – comme l'un des épisodes les plus traumatisants de leur séjour au Kirghizistan.

Le département kirghize des services de migration a commencé l'enregistrement officiel des demandes d'asile dans le camp, en accord avec la loi nationale kirghize sur les réfugiés. Mais, parallèlement, la situation en termes de protection se détériorait rapidement, aussi bien localement que dans la sphère politique plus générale.

## RETOURS FORCÉS

AU COURS DES PREMIERS JOURS APRÈS LE MASSACRE, les gardes-frontière kirghizes basés plus au sud auraient expulsé 86 Ouzbeks contre leur volonté. Si ces personnes étaient effectivement des réfugiés, ils ont agi en violation de la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés, dont le Kirghizistan est signataire.

L'Ouzbékistan a bruyamment réclamé le renvoi de ses citoyens, accusant la plupart d'entre eux d'être des terroristes et des criminels. Le 9 juin, 16 demandeurs d'asile ont été sortis du camp. Un peu plus tard dans la journée, alors que le personnel de l'UNHCR essayait désespérément d'intervenir, quatre d'entre eux ont été remis aux autorités ouzbèkes.

«Quatre personnes ont disparu – ça a été le moment le plus difficile», raconte une grand-mère de 45 ans. «Puis ils sont venus chercher un autre groupe. Nous avions peur qu'ils ne tentent de nous diviser en éloignant quelques personnes, alors nous avons essayé de rester ensemble. On pouvait apercevoir des gens armés de fusils sur les

collines et nous étions très inquiets – ça me rappelle de terribles souvenirs.»

Le Kirghizistan traversait lui-même une période de trouble politique suite au renversement populaire du Président Akayev, trois mois auparavant, et les demandeurs d'asile ouzbeks commençaient à être aspirés dans les diverses luttes politiques à la fois locales et nationales en cours. Plusieurs figures du gouvernement réagirent avec colère en apprenant le retour forcé et illégal (ou refoulement) des quatre demandeurs d'asile, éreintant les services de sécurité et indiquant qu'ils allaient lancer une enquête. Mais, en dehors du scandale international entourant ce refoulement, le gouvernement central avait bien d'autres préoccupations, y compris des crimes politiques et de graves troubles dans la ville méridionale d'Och.

Dans l'intervalle, le Procureur général kirghize fit une série de déclarations indiquant qu'il s'était mis d'accord avec son homologue ouzbek et prévoyait de renvoyer les réfugiés en vertu d'un accord bilatéral d'extradition, et ce en dépit du fait que les traités bilatéraux sont soumis au droit international dont fait partie la Convention de 1951.

Presque chaque jour un nouvel incident se produisait. Le 14 juin, un groupe de villageois kirghizes essayaient de s'introduire dans le camp, criant aux demandeurs d'asile ouzbeks de rentrer chez eux. Quand la police leur barra l'entrée, ils menacèrent de revenir avec 200 cavaliers et de conduire les demandeurs d'asile hors du Kirghizistan. Deux jours plus tard, 16 bus traversèrent la frontière en direction du camp avec, à leur bord, des Ouzbeks voulant forcer les demandeurs d'asile à rentrer. Les autorités kirghizes parvinrent à les intercepter.

Puis, sur les ordres du Procureur général, 17 autres demandeurs d'asile furent sortis du camp le 18 juin et placés en détention.

## LA QUESTION DE L'EXCLUSION

TOUT AU LONG DE CETTE PÉRIODE, L'UNHCR A opéré avec prudence sur le front juridique. Les accusations pesant sur certains demandeurs d'asile étaient extrêmement graves et ne pouvaient être écartées d'emblée. Les personnes responsables de crimes très graves peuvent en effet se voir refuser le statut de réfugié, selon les termes de la Convention de 1951 sur les réfugiés.

Trois des détenus avaient été photographiés alors qu'ils amenaient le procureur d'Andijan sur la place centrale, quelques heures avant le massacre. Le magistrat fut tué un peu plus tard dans la journée. Toutefois ces photographies n'établissent aucun lien évident avec les actions ayant pu conduire à sa mort. Selon les autorités ouzbèkes, il a été assassiné par des militants qui occupaient les locaux gouvernementaux. D'après la plupart des témoins non gouvernementaux, il serait mort sous la pluie de balles



©ROMANIAN NATIONAL REFUGEE OFFICE/V. LUCA/2005

tirées par les soldats ouzbeks alors que la foule tentait d'utiliser les fonctionnaires locaux comme bouclier humain pour quitter la place centrale.

L'utilisation d'un bouclier humain constitue également un acte qui peut être qualifié de crime grave pouvant aboutir à l'exclusion du régime de protection des réfugiés. Toutefois, nombreux sont ceux à argumenter que, dans ce cas précis, d'importantes circonstances atténuantes existaient, les chefs tentant de protéger la foule de civils, estimant – avec raison d'ailleurs – qu'il s'agissait de leur unique chance de sortir vivants de la place. Après un examen minutieux de toutes les preuves disponibles et une série d'entretiens avec les accusés, l'UNHCR les a reconnus comme réfugiés (ainsi qu'un autre cas sensible). Auparavant, le reste du groupe s'était vu octroyer le statut de réfugiés *prima facie*, en accord avec le mandat de l'UNHCR.

Ces décisions ont ouvert la voie à une évacuation humanitaire fort inhabituelle. Le 29 juillet, un Boeing 747 affrété par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) décollait de Bichkek en direction de la Roumanie. Il transportait les 425 réfugiés qui restaient encore dans le camp et 14 détenus qui avaient été libérés quelques heures auparavant et emmenés sans délai d'Och à Bichkek à bord d'un avion spécialement prévu pour l'occasion.

### LES TENSIONS S'APAISENT

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DES SEMAINES, UN sourire s'est dessiné sur le visage des réfugiés d'Andijan

lorsqu'ils ont atterri à Timisoara, une ville de l'ouest de la Roumanie.

Dans les coulisses, une agitation incroyable avait régné autour de la préparation matérielle et politique de leur arrivée. Une fois l'idée d'évacuation humanitaire adoptée, suite à la visite au Kirghizistan du Haut Commissaire adjoint pour les réfugiés Kamel Morjane à la fin juin, deux recherches parallèles commencèrent.

Bien que le groupe soit de taille limitée, l'opération envisagée représentait un cas unique par sa complexité. Premièrement, il fallait trouver un pays qui accepte tous les réfugiés. Etant donné les circonstances prévalant au Kirghizistan, l'évacuation devait être une opération unique et se dérouler en toute discrétion. Et, pour faciliter cette recherche, l'UNHCR avait aussi commencé à sonder les pays de réinstallation, de manière à pouvoir garantir au pays de transit que les réfugiés n'y séjourneraient que temporairement.

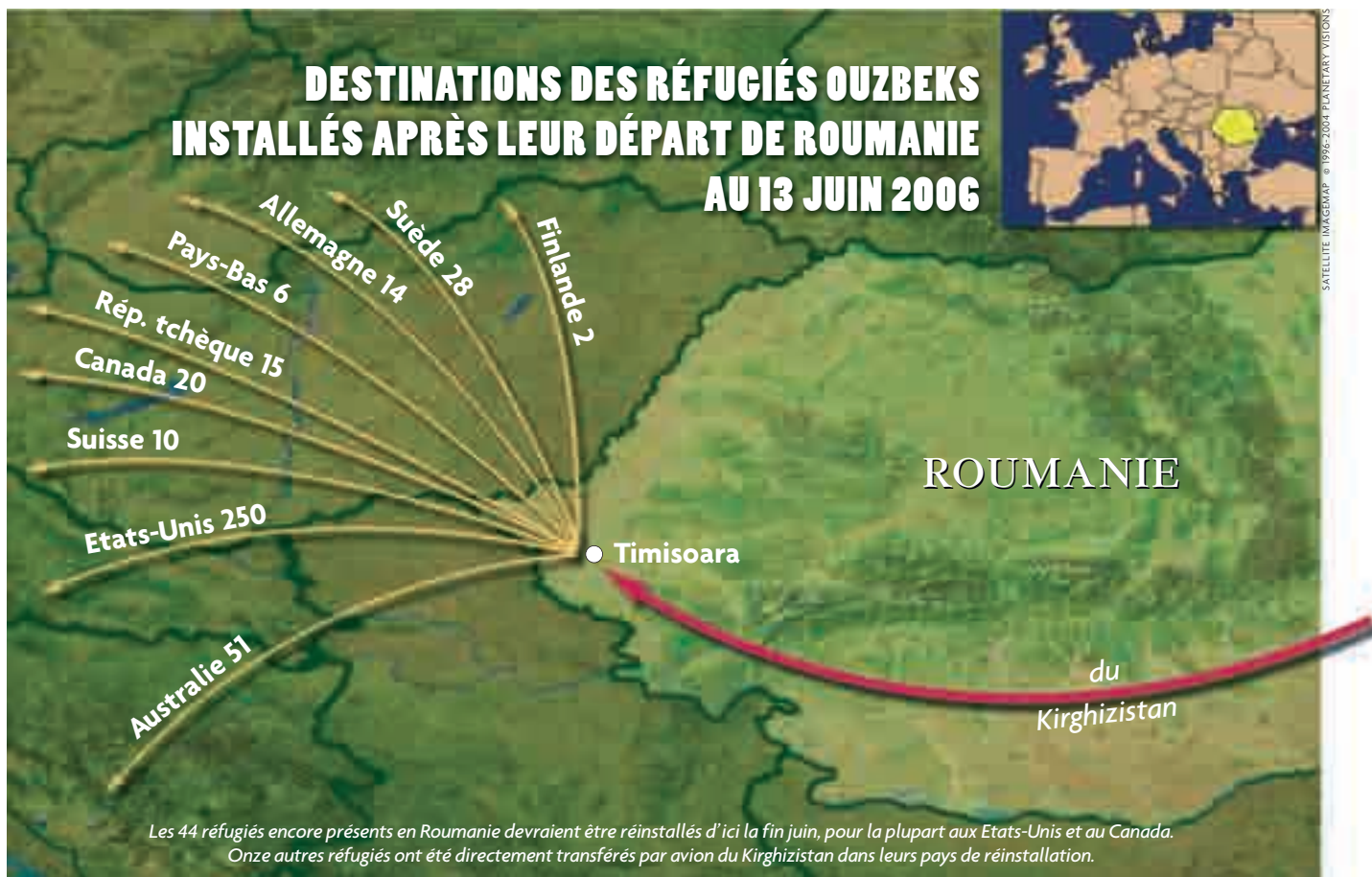
Plusieurs options furent explorées – dont la possibilité de loger momentanément les réfugiés sur un grand bateau en mer Caspienne. Des négociations simultanées eurent lieu avec plusieurs pays du centre et de l'est de l'Europe, dont la Roumanie.

« Quand nous avons commencé à préparer l'accord officiel avec le gouvernement et l'OIM, nous n'avons pas indiqué le nombre de réfugiés ! », se souvient le délégué de l'UNHCR en Roumanie, Veerapong Vongvarotai. « Tout d'abord, nous avons parlé d'amener 25 personnes et les autorités roumaines ont accepté le principe. Puis, nous

**Un réfugié exécute une danse ouzbèke dans le centre pour réfugiés de Timisoara. Un peu avant, les danseurs roumains ont aussi montré leur talent. Ce spectacle est l'un des efforts fournis par les autorités roumaines et par l'ONG locale *Young Generation* pour améliorer la vie des réfugiés.**

## Presque Chaque jour un nouvel incident se produisait.

## DESTINATIONS DES RÉFUGIÉS OUZBEKS INSTALLÉS APRÈS LEUR DÉPART DE ROUMANIE AU 13 JUIN 2006



sommes retournés les voir et nous leur avons demandé : « Et 50 ? » et la Roumanie a de nouveau dit oui. Et nous avons fini par la totalité des 439. Les Roumains ont fait preuve d'une incroyable flexibilité. »

Lorsque 11 détenus ont été libérés par les autorités kirghizes un mois et demi plus tard, ils ont été directement transférés par avion vers leurs pays de réinstallation. Quatre autres détenus – parmi lesquels les trois hommes photographiés avec le Procureur d'Andijan – restaient néanmoins en prison en juin 2006, malgré le fait qu'ils aient été reconnus comme réfugiés par l'UNHCR et que divers pays de réinstallation aient offert de les accueillir.

Cristina Gaginsky, la responsable du département de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères roumain, explique pourquoi son pays a réagi si favorablement : « La conviction que les droits humains devraient être respectés – voici la conviction principale qui a guidé notre raisonnement politique. La décision de les accueillir en Roumanie a été examinée avec précaution et, au final, nous avons estimé que nous étions en mesure de le faire. Toutes les évaluations suggéraient qu'ils étaient bien des réfugiés ; nous avons agi

en nous basant sur ces évaluations – comme un membre responsable de la communauté internationale. »

En indiquant sans détour qu'ils soutenaient fortement la décision prise par la Roumanie, d'autres pays et l'UE ont également joué leur rôle, ajoute Cristina Gaginsky. Ces initiatives figuraient dans la continuité de ce qu'ils avaient fait depuis le début – des ambassadeurs basés à Bichkek aux ministres et premiers ministres, dont certains étaient personnellement intervenus à certains moments clés.

### SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

« RAREMENT, UN SI PETIT GROUPE DE RÉFUGIÉS a-t-il reçu un aussi large soutien de tant d'hommes politiques et de responsables influents », a indiqué le Haut Commissaire pour les réfugiés António Guterres, qui s'est lui aussi personnellement impliqué, notamment lors de l'intense période précédant l'évacuation et au cours de l'opération elle-même. « Sans cela, l'histoire aurait pu prendre un tout autre cours. Nous sommes très reconnaissants à l'ensemble des pays et des personnes qui nous sont venus en aide. Cela montre que, dans certaines circonstances, la volonté de protéger les réfugiés est encore

**Rarement, un si petit groupe de réfugiés a reçu un aussi large soutien de tant d'hommes politiques et de responsables influents.**

— ANTONIO GUTERRES

très forte. Il s'agit d'un véritable exemple de partage des responsabilités entre Etats.»

Entre août 2005 et juin 2006, beaucoup d'événements sont survenus, mais dans un environnement bien plus serein. Tout d'abord, un petit garçon, Ismael, est né au mois d'octobre. Il a été immédiatement adopté par une grande famille de 439 personnes, toutes devenues ses parrains et marraines. En retour, il les a largement aidées à se tourner vers l'avenir au lieu de sombrer dans la nostalgie.

Parallèlement, en guise de prélude à la réinstallation, deux équipes de l'UNHCR ont mené une autre série d'entretiens approfondis avec l'ensemble des réfugiés, bientôt suivies par des équipes venues des pays de réinstallation eux-mêmes. Le 13 juin 2006, 396 réfugiés ont ainsi pu commencer une nouvelle existence dans neuf pays de réinstallation, les 44 personnes restantes devant, quant à elles, partir avant la fin du mois.

Les nouvelles reçues de ceux qui sont déjà partis sont bonnes. Leurs amis du reste du groupe leur manquent mais dans l'ensemble, les choses se sont bien passées : les enfants, qui sont tous partis en Australie, semblent s'être installés sans problème et s'enorgueillissent de leurs réussites ; ceux qui sont installés aux Etats-Unis ont déjà trouvé du travail ; ceux qui sont restés en Europe apprennent la langue de leur nouveau pays et sont bien traités.

Le premier groupe qui est parti au Canada, juste avant le premier anniversaire du massacre, a été bouleversé par la générosité de ses hôtes : « Ils pleuraient en nous racontant ce qui leur est arrivé », dit une réfugiée encore en Roumanie. « Ils ont dit que, dans notre pays, jamais personne ne les avait traités avec autant de respect. »

Timur a appelé l'un des réfugiés réinstallés en République tchèque en octobre dernier – les premiers cas de réinstallation qu'il ait jamais connus ce pays. « Les autorités tchèques nous ont bien accueillis et les gens ont été très gentils », a-t-il raconté, en précisant que les conditions de vie sont bonnes et qu'ils ont, pour la plupart, trouvé du travail. « Le plus difficile a été d'apprendre la langue », ajoute-t-il. Et qu'ont-ils trouvé de plus amusant pour le moment ? Un ange passe. « Quand deux Tchèques se rencontrent dans la rue, la première chose qu'ils font, c'est de saluer le chien de l'autre personne. Ils se disent bonjour seulement après. Nous trouvons ça vraiment bizarre ! »

### REMERCIEMENTS SINCÈRES

ALORS QUE LE PETIT GROUPE TRÈS SOUDÉ DE réfugiés encore présents en Roumanie ne cesse de diminuer, tous évoquent leur gratitude à l'égard de ceux qui les ont aidés au Kirghizistan et en Roumanie, en particulier à l'ONG locale *Young Generation* et à Livius Biscă, le responsable du centre de réfugiés de Timisoara qui est parvenu, en l'espace d'une journée, à préparer le centre destiné à les accueillir.

Mais, le commentaire le plus touchant vient peut-être de l'un des plus âgés du groupe, aujourd'hui installé aux Etats-Unis, et qui avait été filmé par la télévision roumaine lors d'un séminaire de l'UNHCR à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme :



UNHCR / A. JUNGCU / DP / ROU / 2005

« Jusqu'à présent, nous avons trop peur pour parler. Nous ne savions même pas ce que droit de l'homme signifiait. Mais aujourd'hui, après avoir passé du temps à vos côtés, après vous avoir parlé, nous comprenons que nous sommes des êtres humains et que nous sommes nés avec des droits. Je comprends que je peux dire ce que je pense sans me faire arrêter, que je peux avoir certaines convictions – philosophiques, politiques, religieuses – tant qu'elles ne nuisent pas à autrui. Nous vous remercions de nous avoir appris tout cela. »

Le petit groupe qui est parti en Roumanie constitue un exemple rare du résultat qui peut être obtenu quand de multiples personnes, organisations et Etats unissent leurs forces pour protéger des réfugiés. La conclusion, simple, revient à la représentante du Ministère des affaires étrangères roumain Cristina Gaginsky : « C'est une belle histoire. » ■

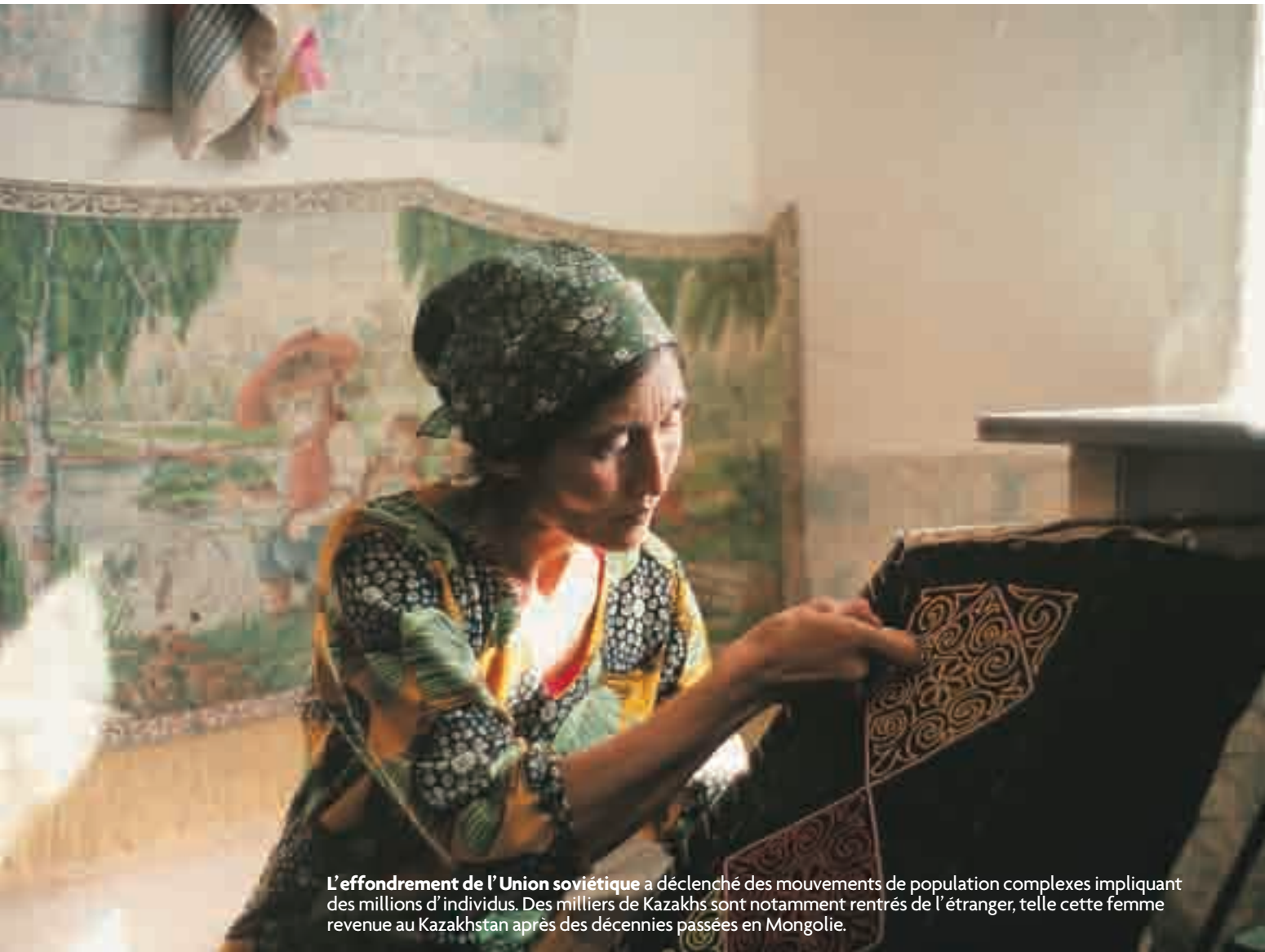
**Des réfugiés ouzbeks prennent part à une compétition d'échecs avec des Roumains de la région, au centre pour réfugiés de Timisoara.**



UNHCR / N. DOSMETOVA / DP / ROU / 2005

**Ismael est né à Timisoara en octobre 2005. Il est devenu le 440<sup>e</sup> réfugié ouzbek de Roumanie.**

# Deux pas en avant, CONSTRUIRE



**L'effondrement de l'Union soviétique** a déclenché des mouvements de population complexes impliquant des millions d'individus. Des milliers de Kazakhs sont notamment rentrés de l'étranger, telle cette femme revenue au Kazakhstan après des décennies passées en Mongolie.

PAR VIVIAN TAN

**L**ORSQUE L'UNION SOVIÉTIQUE s'est effondrée en 1991, des millions de personnes en Asie centrale ont commencé à traverser les frontières récemment établies pour rejoindre les terres de leurs ancêtres, échapper à la guerre au Tadjikistan ou fuir les tensions qui couvaient ailleurs. Les pays nouvellement indépendants d'Asie centrale ne disposaient ni des lois ni des structures nécessaires pour gérer ces mouvements massifs et multidirectionnels de populations et ont eu beaucoup de mal à y faire face.

En 2005, la région avait déjà, à de nombreux égards, accompli des progrès considérables dans le domaine du droit des réfugiés. Tous les pays de la région – sauf l'Ouzbékistan – ont signé la Convention de 1951 sur les réfugiés et le Protocole de 1967. Le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan ont, par ailleurs, adopté des lois nationales sur les réfugiés, celle du Kazakhstan étant en cours d'examen au Parlement.

Depuis que l'UNHCR s'est établi dans la région, en 1993, l'une de ses tâches principales a été d'établir, en partant de zéro, des systèmes d'asile et de renforcer la capacité des autorités à gérer les questions qui lui sont

liées. L'agence travaille avec des partenaires de la sphère légale pour sensibiliser et former les fonctionnaires gouvernementaux à la définition, aux droits et aux obligations des réfugiés. Cette activité s'adresse aux gardes-frontière, aux fonctionnaires chargés de la migration, aux juges, aux procureurs et aux représentants des autres départements ministériels impliqués dans les cas d'asile. Bien que le cadre juridique soit maintenant en place dans la plupart des pays, changer les mentalités prend du temps.

«C'est difficile pour les avocats travaillant dans les pays de la CEI car il n'y a aucune tradition de respect des droits humains et du

# un pas en arrière :

## L'ASILE EN ASIE CENTRALE?

UNHCR/A. HOLLMANN/CS/AZA/1995

droit des réfugiés», indique Choplon Djakupova, qui dirige le centre de conseil juridique Adilet au Kirghizistan. «Pas un seul cours sur le droit des réfugiés n'est dispensé dans les universités locales. Sans connaissances, comment les juges de demain pourront-ils prendre les bonnes décisions?»

Denis Jivaga, le coordinateur chargé des réfugiés auprès du *Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law*, confirme : «La plupart des fonctionnaires ne savent ni ce qu'est un réfugié ni quels sont ses droits.»

Pendant quelques années, les progrès ont été réguliers, bien que parfois lents. Mais, après les violents événements d'Andijan en mai 2005 – le premier vrai test depuis la fin de la guerre civile tadjike – des signes d'affaiblissement sont apparus.

Au Kirghizistan en particulier, certains aspects du système d'asile ont bien fonctionné malgré d'intenses pressions politiques – mais d'autres beaucoup moins. Le fait que la majeure partie du groupe très en vue des quelque 450 Ouzbeks réfugiés près de Jalal-Abad, à proximité de la frontière ouzbèke, n'ait pas été déportée et ait pu commencer une

nouvelle vie à l'étranger constitue un élément positif. Néanmoins, quatre de ses membres ont été remis aux autorités ouzbèkes et l'on reste sans nouvelles d'eux à ce jour.

Au Kazakhstan, la réponse a également été mitigée. Toutefois, l'un des plus proéminents défenseurs des droits humains d'Ouzbékistan a été réinstallé à l'étranger, après que les autorités kazakhes l'aient libéré. En fait, l'onde de choc causée par Andijan a été ressentie au-delà de la région proche, comme en attestent la mise en détention, par la Fédération de Russie, de plusieurs Ouzbeks et le renvoi, par l'Ukraine, de 11 demandeurs

d'asile en Ouzbékistan, en violation du droit international.

Certaines de ces déportations illégales – ou refoulements – peuvent être le fruit de l'ignorance ou de l'excès de zèle de fonctionnaires de la sécurité ou résulter de la confusion entre divers ministères. Elles n'en constituent pas moins une régression manifeste pour ces Etats signataires de la Convention de 1951.

«Au début de la crise, les autorités kirghizes ont interrompu l'enregistrement des demandeurs d'asile ouzbeks», indique Choplon Djakupova, du centre Adilet, à Bichkek. «Ils ne sont revenus sur leur décision qu'à la suite d'une intense pression. Mais, s'ils ont été capables de ne pas accepter un demandeur d'asile une fois, ils peuvent très bien recommencer. La situation est désormais plus dangereuse pour les Ouzbeks et le régime d'asile dans son ensemble moins fiable.»

Le Kirghizistan a, en quelque sorte, fait figure de pionnier dans le domaine du droit des réfugiés. Ce pays est l'un des premiers de la région à avoir signé la Convention de 1951 sur les réfugiés. Il a ensuite confirmé son engagement en adoptant une loi nationale sur les réfugiés. Mais, en mai 2006, celle-ci a été amendée en restreignant la définition du demandeur d'asile, excluant les étrangers qui résident illégalement sur son sol. Si cette disposition aboutit à refuser l'accès au processus de détermination du statut à des réfugiés *bona fide*, elle constituera une violation de la Convention de 1951.

D'un autre côté, Adilet, qui intervient au Kirghizistan, affiche un taux de réussite en appel honorable de 30 pour cent. Il en va tout autrement au Tadjikistan, où le centre d'information tadjik pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées internes dirige un espace de conseil juridique qui tente de venir en aide aux demandeurs d'asile désireux de faire appel. «Nous avons soumis 80 appels et pas un seul n'a abouti», explique Khurshed Kodiekulov, un avocat du centre. De plus, au moins deux cas de refoulement d'Afghans par les autorités tadjikes ont été recensés au cours des deux dernières années.

«Travailler avec les fonctionnaires chargés des migrations ne suffit pas, indique Choplon Djakupova. Nous avons commencé à travailler avec les juges et le procureur général il y a quelques années. Au cours des deux premières années, nous n'avons pas

obtenu le moindre succès devant les tribunaux. Ce n'est que récemment que les premiers résultats ont commencé à être visibles. Le travail doit être systématique – une ou deux formations par an ne suffisent pas. Et vous devez accepter l'idée que ce processus est très lent.»

Alors que la géopolitique régionale est écartelée entre le vieil «Occident», une Fédération de Russie renaissante et une Chine en plein essor, il y a fort à craindre qu'Andijan et ses suites continueront d'avoir un impact sur le régime d'asile. «La protection des réfugiés devient moins juridique et plus politique – pas seulement au Kirghizistan, mais dans le monde entier», ajoute Choplon Djakupova.

Les événements récents ont, dans une certaine mesure, ébranlé la confiance dans les systèmes d'asile en développement de l'Asie centrale. A Och, de nombreux Ouzbeks n'osent pas contacter les autorités kirghizes pour demander de l'aide par crainte d'être déportés. Il en va de même pour les Chinois ouïgours au Kazakhstan.

Il faudra du temps et des efforts communs pour rétablir pleinement cette confiance. Cet été, la Commission européenne va lancer un projet pour renforcer les capacités d'asile en Asie centrale. En plus de surveiller les abus éventuels des droits des réfugiés, cette initiative inclura un volet de formation pour les fonctionnaires gouvernementaux ainsi que la mise en place de centres d'accueil et de centres de conseil juridique au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et au Turkménistan. Les activités prévues vont de l'organisation de séminaires sur des questions relatives à la protection et à l'apatridie à des cours d'été pour les étudiants, en passant par des formations pour les enseignants du droit des réfugiés.

Quinze années après l'accès à l'indépendance des pays d'Asie centrale, la construction des institutions relatives à l'asile se trouve à la croisée des chemins. Située sur la mythique route de la soie, cette région a accueilli des flots ininterrompus de personnes au cours des siècles. Mais, cette région dont l'importance ne cesse de croître, recèle aussi, avec sa mosaïque d'ethnies, ses importantes ressources naturelles et son passé autoritariste, un potentiel explosif non négligeable. Reste à prouver que les institutions et les lois relatives à l'asile ont atteint un degré suffisant de maturité et de résistance pour faire face à ces évolutions. ■

# Retour dans la «patrie»

PAR VIVIAN TAN

**L**E CHEMIN QUI MÈNE À TAZE Durmush est pénible – un soleil incendiaire, du sable partout et une route cabossée qui ne va nulle part. Située à l'extrémité orientale du désert de Karakum, qui s'étend sur la majeure partie du Turkménistan, la ville est coupée du reste du pays par la rivière Amou.

Pourtant, en s'approchant de Taze Durmush, un mirage se dessine. Des arbres semblent bouger au loin et des arbrisseaux surgir du sable.

«Les réfugiés ont accompli des merveilles sur cette terre», raconte l'employé de bureau de l'UNHCR Dovran Taganov. «Grâce à leurs connaissances en agriculture, ils ont amélioré la terre. Ils ont fait de ce désert une forêt tropicale.»

Un millier de réfugiés qui avaient fui la guerre civile au Tadjikistan dans les années 90 se sont établis dans le site de Taze Durmush. En août 2005, le Président Niazov a décrété que les 9500 réfugiés turkmènes originaires du Tadjikistan pouvaient tous devenir citoyens du Turkménistan. En juin 2006, près de 80 pour cent d'entre eux ont déjà accompli cette démarche.

«La guerre nous a fait partir mais elle nous a aidés à trouver notre patrie», explique Gumaniyaz Aga de Babadurmaz, un autre site à l'extérieur d'Achgabat. «Tout mon village s'est installé ici, près des montagnes. Cet endroit ressemble beaucoup à nos villages tadjiks et nous rappelle notre ancien foyer.»

Quand Aga est arrivé en 1992, il a reçu de la terre, des matériaux pour construire sa maison, des semences et des outils agricoles. «Nos melons sont les meilleurs de la région», s'enorgueillit-il. Ses efforts ont été payants. En 1996, sa récolte de coton lui a permis de recevoir la récompense du Président intitulée «Pour l'amour de notre patrie.»

«Nous avions amené quatre vaches du Tadjikistan, maintenant nous en possédons 20», ajoute cet agriculteur de 74 ans. Sa famille aussi s'est agrandie : le groupe initial de 15 personnes s'est élargi et compte aujourd'hui

36 petits-enfants et 12 arrière-petits-enfants.

Faizula Yakuhov, qui dirige Taze Durmush, explique les raisons du succès du site : «Là où il y a de l'eau, il y a la vie. Le sol est gratuit. L'eau, l'électricité et le gaz sont gratuits. Nous produisons suffisamment pour subvenir à nos besoins et vendre le surplus.»

## LES KIRGHIZES S'INSTALLENT

MAIS LA VIE N'A PAS TOUJOURS ÉTÉ aussi facile pour les réfugiés tadjiks en Asie centrale. Pendant la guerre civile, les minorités ont fui – et notamment les Turkmènes vers le Turkménistan, les Ouzbeks vers

nous sommes arrivés, les gens d'ici étaient mal à l'aise. Mais, avec le temps, nous leur avons montré que les réfugiés sont capables de travailler et de gagner de l'argent, comme tout le monde», raconte Vahobjon Rasulov, qui a fui Sairon, au Tadjikistan, en 1994.

En 1999, il a créé une ONG qui a aidé des centaines de réfugiés tadjiks à s'intégrer au Kirghizistan, grâce à une panoplie de projets. L'une de ses principales tâches est d'aider les demandes de citoyenneté déposées par ses compatriotes. La République kirghize a commencé à naturaliser les réfugiés d'ethnie kirghize venus du Tadjikistan en 2002. Depuis, plus de 8000 d'entre eux sont devenus des citoyens kirghizes.

Quand Ismat Fayozov est arrivé en 1995, il a pu acquérir une maison avec l'aide de l'UNHCR. Il est ensuite parti en Russie pour travailler dans le bâtiment et a acheté une voiture. Aujourd'hui, il est chauffeur de taxi à Ivanovka, à l'extérieur de Bichkek, où vivent près de 700 réfugiés, pour la plupart originaires de la région montagneuse de Jirgital au Tadjikistan.

«Je suis certain que 99 pour cent des Tadjiks vont rester ici. Seul un pour cent – des personnes âgées principalement – seront rapatriées, ajoute-t-il. Dans mes rêves, je suis de retour au Tadjikistan. Mais mes enfants ont grandi ici, donc rentrer n'est pas une option.»

La naturalisation présente d'importants avantages pratiques : «Avec la nationalité, nous avons maintenant la chance de pouvoir voter», dit Mahmud Halnazarov, un dirigeant religieux du site d'Et Bash, dans l'est du Turkménistan. Parmi les autres droits récemment acquis figurent l'accès à l'éducation supérieure et le droit de voyager librement.

De manière générale, ces nouveaux citoyens turkmènes – comme les Kirghizes – se mélangent bien à la population locale : «Il n'y a pas de différence entre

locaux et réfugiés. Nous nous rendons visite. Parfois des mariages entre communautés ont lieu», dit Faizula Yakuhov, depuis l'oasis de Taze Durmush qu'ont créé les réfugiés. La guerre civile brutale qui les a forcés à quitter le Tadjikistan semble n'être plus qu'un lointain souvenir. ■



Des réfugiés tadjiks d'origine kirghize près d'Och, au Kirghizistan. Huit mille d'entre eux ont maintenant pris la nationalité kirghize.

l'Ouzbékistan et les Kirghizes vers le Kirghizistan à travers les montagnes Pamy. En Ouzbékistan, quelque 40000 réfugiés tadjiks d'origine ouzbèke n'ont jamais été naturalisés. Et, au Kirghizistan, il a fallu du temps aux Kirghizes locaux et à ceux venus du Tadjikistan pour se familiariser. «Quand



**Ce Tartare de Crimée, qui n'a pas encore reçu la nationalité ukrainienne, ne peut exercer son droit de vote. Près d'un centre électoral de la péninsule de Crimée, il montre son ancien passeport soviétique. L'absence de documents attestant de leur nationalité ou de leur résidence a causé d'énormes problèmes à beaucoup de groupes dans les pays nouvellement indépendants de la CEI.**

# Le lourd héritage des années Staline

PAR BOHDAN NAHAJLO

**Q**UEL LIEN EXISTE ENTRE l'Idaho, le Texas, le Wisconsin, la zone montagneuse de Samtskhe-Djavakheti, à la frontière entre la Géorgie et la Turquie, la région de Krasnodar dans le sud de la Russie et la vallée, plus lointaine encore, de Ferghana en Asie centrale ?

Réponse : l'intolérance à l'encontre des Turcs meskhètes qui a abouti à leur déplacement forcé il y a soixante ans sous le régime stalinien – un schéma qui s'est répété ensuite sous diverses formes et à plusieurs reprises – et la dernière des diverses tentatives pour résoudre durablement leur situation.

Jusqu'à récemment, seuls les spécialistes de l'ex-Union soviétique avaient entendu parler des Meskhètes. Pourtant, l'arrivée aux États-Unis de plus de 9000 Meskhètes originaires de la région de Krasnodar au cours des douze derniers mois – auxquels devraient s'ajouter prochainement 3000 autres membres de la communauté – témoigne de l'intérêt international grandissant, quoique tardif, porté au sort de l'un des « peuples déportés » de l'ex-Union soviétique.

Bien avant que le terme de « nettoyage ethnique » ne soit inventé, le régime stalinien a déplacé de manière systématique des millions de personnes pour des motifs politiques et prétendument stratégiques. Huit groupes

ethniques, dont les Meskhètes, les Tchétchènes, les Ingouches, les Tartares de Crimée et l'importante minorité allemande d'URSS ont été, dans leur totalité, « déportés » en masse dans le cadre d'opérations militaires soigneusement planifiées. Pour organiser ce transfert vers l'Asie centrale, des centaines de convois ferroviaires et plusieurs milliers de soldats ont été mobilisés.

Au cours de ces opérations, des dizaines des milliers de personnes ont péri. Soupçonnés de déviance idéologique, les survivants ont été dispersés et soumis à un régime sévère – souvent confiné à des zones strictement délimitées (généralement à quelques kilomètres des centres urbains les plus proches). A l'époque, tout vagabondage était puni de 15 à 20 ans de travaux forcés au Goulag.

## TRAUMATISÉS PAR LE PASSÉ

EN 1956, APRÈS QUE KHROUCHTCHEV ait succédé à Staline, cinq de ces huit peuples déportés ont été réhabilités. Mais, ces expérimentations d'ingénierie sociale et ethnique, aussi étranges qu'amères, avaient laissé des traces et la question des peuples déportés ne put passer à la trappe de l'Histoire aussi aisément. Les personnes rentrées sur leurs terres ancestrales furent souvent l'objet de l'hostilité des autorités et des nouveaux arrivants, à qui leurs terres et leurs maisons avaient été attribuées. Et les tensions s'exacerbèrent.

Après la dissolution de l'Union soviétique, un conflit armé débuta en octobre 1992 en Fédération de Russie, entre les Ingouches et leurs voisins d'Ossétie du Nord, aboutissant à un nouveau déplacement d'Ingouches hors du secteur disputé de Prigorodny. Puis, à la fin 1994, la première des deux guerres tchétchènes contre le contrôle de Moscou commença. Depuis, les anciens « peuples déportés » ont généré le plus grand groupe de réfugiés issu de la Russie post-soviétique – et la Fédération de Russie a, elle aussi, payé un lourd tribut en vies humaines.

Pour d'obscures raisons et malgré le changement politique opéré sous Khrouchtchev, les Tartares de Crimée, les Meskhètes et les membres de l'ethnie allemande n'ont, dans un premier temps, pas été autorisés à rentrer chez eux. Finalement, l'essentiel de la minorité allemande a pu partir en Allemagne et, après des décennies de mobilisation, les Tartares de Crimée sont peu à peu parvenus à retrouver leurs droits.

La péninsule de Crimée a été essentiellement repeuplée par des Russes qui, à l'instar de la majorité des colons, étaient hostiles au retour de ses premiers habitants. Aussi, lorsqu'au cours des années crépusculaires de l'URSS, le mouvement de rapatriement spontané des Tartares de Crimée s'est organisé, la confrontation politique, sociale et économique entre ces deux communautés était inévitable.



Depuis la fin des années 90, plus de 250 000 Tatars de Crimée sont toutefois rentrés d'exil et ont rejoint la péninsule dans la nouvelle Ukraine indépendante ; la paix et une relative stabilité ont pu être préservées.

### DISPERSÉS ET MALTRAITÉS

LES MESKHÈTES N'ONT PAS EU CETTE chance. Des huit peuples qui avaient été déportés dans leur totalité, ils sont les seuls à n'avoir jamais pu rentrer chez eux. Et, soixante-deux ans après que ces quelque 100 000 personnes aient été transférées de force loin de leur patrie en Géorgie, certains des survivants et de leurs descendants ont malheureusement encore besoin de protection.

En 1999, la plus importante communauté de Meskhètes en exil – environ 74 000 individus habitant dans la partie ouzbèke de la vallée de Ferghana – a été prise dans une virulente éruption de violence interethnique. Environ cent de ses membres seraient morts au cours de deux semaines de combat et le reste évacué en masse par l'armée soviétique. Leur retour en Géorgie soviétique étant toujours bloqué, la plupart se sont établis en Azerbaïdjan, les autres essayant de démarrer une nouvelle vie dans diverses régions de Russie, d'Ukraine, du Kirghizistan et du Kazakhstan.

La Géorgie postsoviétique, qui avait également dû faire face à des déplacements internes substantiels depuis la fin des années 80, était réticente au retour des Meskhètes. Cette question et celle de leur «réhabilitation» sont restées très politisées, non seulement parce que les Géorgiens sont des chrétiens et les Meskhètes des musulmans «turquisés», mais aussi parce qu'une autre minorité – les Arméniens – s'est établie dans la région de Samtskhe-Djavakhetie et s'op-

pose au rapatriement des Meskhètes.

La situation des Meskhètes, déplacés à deux reprises, diffère d'un pays à l'autre. En Azerbaïdjan, quelque 48 000 Meskhètes qui avaient fui la vallée de Ferghana ont obtenu le droit, en 1998, de prendre la nationalité de leur pays d'accueil et se sont intégrés. En Ukraine, les 9 000 Meskhètes ont aussi été naturalisés. Quant à ceux restés en Asie centrale ou partis en Turquie, les informations à leur sujet sont rares.

Dans certaines régions de la Fédération de Russie, les Meskhètes ont pris la nationalité et bénéficié des mêmes droits que les autres citoyens. Mais, dans la région de Krasnodar, ils n'ont jamais été acceptés par les autorités locales et ont fait l'objet d'une discrimination ethnique flagrante. Par voie de fait et de conséquence, la plupart des 17 000 membres de cette communauté sont devenus des apatrides, privés de leurs droits les plus élémentaires et soumis aux pressions xénophobes d'organisations cosaques locales.

«Ils sont rentrés dans nos maisons», raconte Sarvar Tedorov, un chef local meskhète. Ils nous ont humiliés et injuriés. Les

passages à tabac étaient fréquents.» Les interventions au nom de cette communauté, effectuées par plusieurs ONG russes de défense des droits de l'homme et par les autorités russes, n'ont pas suffi à convaincre les responsables locaux de changer de comportement ou de politique.

### EN QUÊTE DE SOLUTIONS

AU MILIEU DES ANNÉES 90, LA communauté internationale a commencé à s'intéresser à ces peuples déportés qui rencontraient des difficultés pour rentrer chez eux. Le PNUD et l'UNHCR sont intervenus pour aider les autorités ukrainiennes à relever les défis légaux, politiques et socio-économiques résultant du retour de dizaines de milliers de Tatars de Crimée. En 1996, la conférence de Genève consacrée aux problèmes de déplacement forcé et de migration dans la région de la CEI, organisée par l'UNHCR, l'OIM et l'OSCE/BIDDH, a reconnu les peuples anciennement déportés

**Un groupe de jeunes filles meskhètes en Pennsylvanie, peu après qu'elles aient quitté la Fédération de Russie pour être réinstallées aux Etats-Unis.**



Un jeune Tatar de Crimée est pris en photo, l'une des formalités à remplir pour qu'il puisse acquérir la nationalité ukrainienne.



© AP/1. LARNA/DP/USA-2004



comme une catégorie relevant de sa compétence et fourni un cadre multilatéral au sein duquel régler leurs problèmes.

A la suite de cette conférence, le Haut Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales, le Conseil de l'Europe, l'UNHCR et des ONG telles que l'*Open Society Institute* (dans le cadre de ses projets de migration forcée) ont entamé leur collaboration pour mieux comprendre et résoudre ces questions.

En Crimée, l'UNHCR et le Haut Commissaire pour les minorités nationales ont aidé les autorités ukrainiennes et les dirigeants des Tatars de Crimée à mener une importante campagne afin de s'assurer que les membres de cette communauté ne restent pas apatrides. A la fin 2001, 95 pour cent d'entre eux avaient acquis la nationalité ukrainienne.

Les Tatars de Crimée ont bien avancé dans leur processus de rétablissement au sein de la péninsule de Crimée et sont représentés au sein des Parlements d'Ukraine et de Crimée. Mais les problèmes de terre, de propriété et d'accès aux revenus issus des privatisations, dont le règlement est indispensable pour une réintégration complète, n'ont pas encore été tous résolus. Et les stéréotypes négatifs sur les Tatars de Crimée, véhiculés pendant des décennies, ont toujours la vie dure.

#### ENFIN DE L'AIDE

EN 1999, LE CONSEIL DE L'EUROPE A posé comme condition préalable à l'adhésion de la Géorgie le rapatriement et la réintégration organisés et progressifs des Meskhètes qui souhaitent rentrer dans ce pays. Peu de progrès concrets ont été réalisés pour le

moment. Mais l'arrivée d'un nouveau Gouvernement géorgien suite à la Révolution des roses de 2004 offre peut-être des perspectives d'amélioration. Une loi et un programme étatique de réinstallation des Meskhètes seraient en cours de finalisation.

La situation des Meskhètes en Krasnodar reste problématique. L'initiative prise pour les réinstaller aux États-Unis est une réponse courageuse et généreuse pour sortir de l'impasse et trouver une solution durable à cette situation difficile. Mais elle a aussi été critiquée par des acteurs inattendus, notamment par des représentants d'organisations respectées de défense des droits humains. C'est le cas de *Memorial*, qui a décrit cette initiative comme une forme atténuée de nettoyage ethnique récompensant les autorités locales qui souhaitent se débarrasser de groupes ethniques « indésirables ».

D'un autre côté, les Meskhètes qui, de plus en plus désespérés, ont décidé d'accepter l'offre de réinstallation faite par les États-Unis semblent soulagés et reconnaissants. « C'est impossible de vivre ici », dit Rustam Zautadze, 35 ans, avant de partir pour Baltimore. Sarvar Tedorov approuve entièrement : « Nous n'avons pas d'autre alternative. Nous devons préserver nos enfants et notre avenir. »

D'après Aaron Tate du *Interfaith Ministries* à Houston, cette réinstallation se déroule bien, notamment grâce à l'aide des communautés locales turques. Les familles réfugiées sont, dit-il, « chaleureuses, reconnaissantes et incroyablement accueillantes – ce qui les aide à établir des liens avec la communauté locale. »

Ce sentiment est partagé par d'autres ONG chargées de les aider à s'installer : « La réinstallation des Turcs meskhètes est une expérience positive pour les communautés concernées et impliquées », souligne Joseph Roberson, du *Church World Service Immigration and Refugee Programme* de la ville de New York.

De nos jours, les transferts de populations contre leur gré accompagnés de violations des droits humains sont clairement considérés comme des crimes contre l'humanité. Mais, les exemples que nous fournit le début obscurantiste du XX<sup>e</sup> siècle devraient nous faire réfléchir, d'autant que nombre d'entre eux posent encore problème et nécessitent même parfois la recherche de solutions. ■

**Malgré le changement politique opéré sous Khrouchtchev, les Tatars de Crimée, les Meskhètes et les membres de l'ethnie allemande n'ont, dans un premier temps, pas été autorisés à rentrer chez eux.**

# LE FLEUV

## Frontière de l'oubli pour

PAR CÉCILE POUILLY

Soleil brûlant, savane clairsemée, horizon infini : le site de réfugiés d'Antenne-Dabaye est perdu dans un décor où le temps et l'espace semblent n'avoir plus prise. C'est au nord du Sénégal que sont installés, depuis 1989, des milliers de Mauritaniens, suite à un conflit frontalier entre la Mauritanie et le Sénégal ayant entraîné des affrontements intercommunautaires et des dizaines de morts des deux côtés. Dix-sept ans plus tard, quelque



SATELLITE IMAGE MAP © 1996-2004 PLANETARY VISIONS

20 000 Mauritaniens continuent à vivre dans des dizaines de sites le long de la rive méridionale du Fleuve Sénégal qui sépare les deux pays. Ayant pour la plupart perdu tout ce qu'ils possédaient, ils ont développé diverses activités dans le domaine de l'élevage, de l'agriculture, du commerce de détail, etc. Même si leurs relations avec la population autochtone sont empreintes de fraternité — animées par une communauté de destin et des liens de sang forgés au fil des siècles autour

du Fleuve — elles ne sont pas exemptes de tensions. Après des années d'exil, une partie des réfugiés s'est résolue à partir, soit pour l'étranger, soit pour rentrer spontanément au pays. Pour venir en aide aux 35 000 personnes ayant opté pour le retour, l'UNHCR a mis en place, en 1996, le Programme Spécial d'Insertion Rapide, qui a permis de construire des infrastructures (écoles, dispensaires, périmètres irrigués), de réhabiliter des sites d'accueil et de réaliser des micro-projets. Pour ceux qui vivent encore en terre sénégalaise, la question des conditions de retour se pose avec acuité. Le Fleuve Sénégal est devenu, pour eux, le symbole de cette proximité qui a, un jour de mai 1989, basculé dans la distance. De cette frontière — restée si longtemps abstraite tant les échanges entre les deux rives étaient intenses — et qui s'est brusquement figée. De l'espace, enfin, qu'il leur reste à franchir pour pouvoir tourner cette page de leur histoire. Les changements politiques survenus en Mauritanie et l'arrivée au pouvoir, le 3 août 2005, du Conseil militaire pour la justice et la démocratie, seront peut-être à même de créer les conditions propices à une solution durable, juste et apaisée. Une fois encore, tous les regards se tournent vers le Fleuve-frontière...

UNHCR/L. GESLIN/DF/SEN2005

PHOTOGRAPHIES PAR LAURENT GESLIN

# LE SÉNÉGAL

les exilés mauritaniens



En 1989, des milliers de réfugiés mauritaniens ont traversé le Fleuve à la nage ou en pirogue. L'un d'eux reconstitue cette scène douloureuse, début d'un long exil au Sénégal.



L'exil des réfugiés dure depuis 17 ans. Leurs enfants n'ont jamais vécu ailleurs qu'au Sénégal.



Les réfugiés ont reproduit leur habitat traditionnel en fonction de leur appartenance ethnique — maisons en banco (terre argileuse et eau) ou cases en torchis et en branchages. Protégée des animaux par un enclos, celle-ci est caractéristique de l'ethnie d'éleveurs nomades peule.

UNHCR/L. GEBLIN/DP/SEN/2005

# LES EXILES DU FLEUVE



UNHCR/Z. GESLIN/DP/SEN+2005

**Les jeunes générations sont, elles aussi,** confrontées à des choix difficiles. Cet ancien réfugié visite le campement de N'dioum, où il a vécu pendant quatorze ans. A la mort de ses parents, il est rentré en Mauritanie et a trouvé un travail dans un café Internet de la capitale Nouakchott.



UNHCR/Z. GESLIN/DP/SEN+2005

**L'école coranique est, dans ce site,** un lieu d'enseignement religieux et de socialisation pour les jeunes enfants. Le cheikh dispose d'une grande autorité morale.



UNHCR/Z. GESLIN/DP/SEN+2005

**Les réfugiés ont rapidement dû faire face** aux exigences du quotidien et reprendre leurs activités, tel ce tailleur. Au prix d'un dur labeur, il est parvenu à acheter une machine et confectionne, avec son apprenti, des *boubous* (habits traditionnels) pour les réfugiés et pour les Sénégalais des alentours.

# LES EXILES DU FLEUVE



UNHCR/L. GESLIN/DP/SEN-2005

**A leur arrivée au Sénégal**, les éleveurs peuls ont repris leurs activités. Le plus souvent, ils gardent le bétail de propriétaires locaux. Les plus chanceux ont pu récupérer le cheptel qui leur appartenait et qui se trouvait en territoire sénégalais au moment de la crise. Les produits issus de l'élevage (lait, viande) constituent la base de leur alimentation.



UNHCR/L. GESLIN/DP/SEN-2005

**Le Fleuve est au cœur de l'histoire** des peuples de la vallée. Depuis la rive sénégalaise, ce réfugié observe son ancien village sur la berge mauritanienne. Nombreux sont les réfugiés qui franchissent le Fleuve pour des raisons commerciales ou familiales mais continuent à vivre sur le sol sénégalais, estimant que les conditions pour leur retour ne sont pas réunies.



UNHCR/L. GESLIN/DP/SEN-2005

**Les adultes tentent d'offrir un cadre de vie** aussi normal que possible à leurs enfants tout en veillant à ce qu'ils n'oublient pas leurs racines.

**NABIL BAHJAT ABDULLA** 16 juillet 1957 — 28 mars 2006  
*Employé de l'UNHCR mort en mission au Sud-Soudan.*

NABIL BAHJAT ABDULLA est mort à l'hôpital de Nairobi le 28 mars, deux semaines après avoir été blessé par balles au cours d'une attaque à Yeï, au Sud-Soudan.

Nabil, un Iraquien de 48 ans, a reçu trois balles dans l'estomac le 15 mars, suite à l'intrusion, dans les locaux de l'UNHCR, de deux hommes armés. Un garde national et l'un des attaquants ont été tués. Un autre garde, blessé, a heureusement survécu. Six autres employés internationaux de l'UNHCR, qui étaient présents dans l'enceinte, sont sortis indemnes de l'attaque.

Diplômé en ingénierie civile, Nabil avait commencé sa carrière à l'UNHCR à Bagdad en 1991 comme chauffeur. Il avait ensuite été promu au poste d'employé principal de la logistique dans le bureau de l'agence à Bagdad. En octobre 2005, il avait entrepris une mission au Sud-Soudan, où l'agence prépare le retour éventuel de quelque 350 000 réfugiés soudanais présents dans les pays voisins. Sa femme et ses quatre enfants étaient restés en Iraq.

«J'ai rencontré Nabil en avril 2003 à Bagdad», raconte Gigi Principe, une collaboratrice de l'UNHCR qui travaillait également au Sud-Soudan lorsque Nabil a été blessé. «Après l'attaque du 19 août qui a tué Sergio Vieira de Mello et de nombreux autres collègues des Nations Unies, Nabil a eu le courage de venir travailler le jour suivant, bien que les employés nationaux aient été informés de rester chez eux. Nabil s'est rendu au bureau pour savoir comment nous allions et proposer son aide. Ce comportement était caractéristique de sa nature attentionnée et réfléchie.»

Le jour suivant sa mort, les employés de l'UNHCR du monde entier ont organisé des cérémonies et observé une minute de silence. S'adressant au personnel de l'organisation présent au Siège à Genève, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés António Guterres a déclaré: «Nous avons perdu un collègue courageux et de grande qualité... Une fois encore, la communauté humanitaire déplore la disparition d'un ami et d'un collègue, mort

en essayant d'aider les autres dans un lieu qui a déjà été le théâtre de tant de violence et de tristesse. A l'UNHCR, nous pleurons tous la mort de Nabil et nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille. Nous rendons hommage à sa vie et à son sacrifice, qui ne seront jamais oubliés.»

Le décès de Nabil porte à au moins 22 le nombre d'employés de l'UNHCR tués dans le cadre de leurs fonctions depuis 1990.

«Alors que je regardais Nabil lutter pour survivre à l'hôpital de Nairobi, je ne pouvais m'empêcher de penser à l'ironie de la vie, ajoute Gigi Principe. Il n'a quitté les dangers de Bagdad que pour être abattu au Sud-Soudan. Mais, jusqu'à la fin, Nabil a agi pour le bien-être de ses collègues, en tentant de les protéger du danger.»



**Refworld/Refmonde 2006** de l'UNHCR (numéro 15), la collection complète de données relatives à l'asile et aux réfugiés — est maintenant disponible sur DVD et CD-Rom. Elle met à disposition des documents et des références bibliographiques fiables et actualisés sur les réfugiés et les droits de l'homme. Les informations fournies (rapports par pays, prises de position juridiques, lignes directrices, statistiques) visent à faciliter le travail des décideurs, des analystes, des militants des droits de l'homme et des enseignants.

**Refworld/Refmonde 2006** offre une solution souple et facile d'utilisation, grâce à sa navigation simple et intuitive et à son moteur de recherche puissant.



**Ses principales caractéristiques sont les suivantes:**

- Plus de 90000 documents/références sur l'asile et les réfugiés
- Des données disponibles nulle part ailleurs (jurisprudence et lignes directrices de l'UNHCR)

- Possibilité d'installation sur le disque dur ou d'une simple lecture (version DVD)
- Possibilité d'installation sur le disque dur uniquement (version CD-Rom)

**Prix pour les versions DVD et CD-Rom :**

- 150 dollars E.-U. pour les gouvernements, les organisations internationales, les établissements d'enseignement supérieur, les missions permanentes, les bibliothèques, les missions, les associations du barreau et la magistrature.
- 75 dollars E.-U. pour les ONG, les étudiants, les centres de conseil juridique, les particuliers et les avocats spécialisés dans les questions relatives aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.
- Une réduction de 30% sera accordée pour toute commande de cinq collections complètes ou plus.

**SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES INDISPENSABLES**

- RAM de 32 Mb minimum
- Microsoft Windows 98, NT, ME, 2000 ou XP
- Microsoft Internet Explorer version 5.x ou plus récente, ou Netscape Navigateur version 4.x ou plus récente
- Adobe Acrobat Reader version 5.x ou plus récente
- Lecteur DVD ou CD-Rom
- L'installation sur le disque dur nécessite au moins 9 GB d'espace libre pendant l'installation et 4,5 GB ensuite

**POUR PASSER COMMANDE**

**OU OBTENIR DES INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES:**  
 (Veuillez préciser si vous êtes intéressé par la version DVD ou CD-Rom)

**UNHCR**  
 Division des services de la protection internationale  
 Section de détermination de statut et de l'information sur la protection  
 Case Postale 2500, CH-1211 Genève 2  
 Suisse

Tel : +41-22 739-8555  
 Fax : +41-22 739-7344

Email : hqpr11@unhcr.org  
 Site Internet :  
<http://www.unhcr.fr/refworld>